

In Salah et gaz de schiste

# De la protestation pacifique à l'affrontement

Page 3



# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3501 - Lundi 2 mars 2015 - Prix : 10 DA

Béjaïa

## Les crues emportent les conduites du barrage Tichi-Haf

Page 24



Cours particuliers et grèves

## Benghebrit accuse les enseignants «de vouloir privatiser l'école»

Page 2

### Vivement la libération de Mossoul

Par Mohamed Habili

**L**es Américains, eux en particulier, car à l'occasion d'autres membres de la coalition reprennent à leur compte le propos, ont pris l'habitude de déclarer que la guerre contre Daech non seulement ne sera pas facile mais qu'elle sera de longue haleine. S'ils n'ont jamais été jusqu'à parler de guerre d'usure, ils ont du moins clairement laissé entendre que c'en est en tout cas une qu'il faut mener sur plusieurs fronts, à plusieurs niveaux, et qu'il convient de s'armer autant de patience que de détermination pour l'emporter. Or tout indique que l'année en cours, à ses débuts quant à l'essentiel, ne se terminera pas sans que le sort de cette organisation terroriste, il est vrai sans pareille, soit décidé. Ce qui n'implique pas bien sûr qu'elle soit dès ce moment entièrement éradiquée. Mais enfin, on saura dès avant la fin de l'année, et peut-être à bonne distance de celle-ci, si Daech a engrangé suffisamment de ressources en tous genres pour résister plusieurs années, comme le pensent les Etats-Unis, à toutes les forces engagées contre elle, et qui elles sont loin d'avoir atteint leur summum. Si les actions menées contre lui jusqu'à présent n'ont peut-être pas entamé significativement ses forces, du moins ont-elles réussi à briser son expansion, ce que ses contre-offensives parcellaires ont pu plus ou moins atténuer.

Suite en page 3

Sans les rebelles Touareg, les parties maliennes signent un accord de paix

# La diplomatie algérienne réussit un coup de maître



Consciente des enjeux de cette crise et de ses répercussions sur toute la région du Sahel, la diplomatie algérienne vient de réussir un bon coup et ajouter à son tableau d'honneur un nouveau succès dans sa médiation.

Lire page 2

Jean-Louis Bianco, représentant spécial pour les relations avec l'Algérie:

## "La France veut regagner sa place en Algérie"



Célébration de la Journée internationale de la femme

## Un choix multiple pour le public

Page 13

Sans les rebelles Touareg, les parties maliennes signent un accord de paix

# La diplomatie algérienne réussit un coup de maître

■ Consciente des enjeux de cette crise et de ses répercussions sur toute la région du Sahel, la diplomatie algérienne vient de réussir un bon coup et ajouter à son tableau d'honneur un nouveau succès dans sa médiation

Par Meriem Benchaouia

Depuis l'éclatement du conflit au Mali, l'Algérie s'est attelée à déployer tous les efforts pour réunir les conditions nécessaires à un dialogue inclusif entre les différents mouvements du Nord et le gouvernement central à Bamako, en vue de rétablir la paix et la sécurité dans ce pays. Conscient des enjeux de cette crise et de ses répercussions sur toute la région du Sahel, la diplomatie algérienne vient de réussir un bon coup et ajouter à son tableau d'honneur un nouveau succès dans sa médiation. Il s'agit, en fait, d'une autre victoire pour la diplomatie algérienne dont les efforts soutenus ont permis d'aboutir à des résultats concluants. En effet, les parties maliennes au dialogue ont signé hier à Alger, avec une partie des groupes armés du nord du pays, un accord de paix et de réconciliation sous la supervision de la médiation internationale, présidée par l'Algérie, en tant que chef de file. Fruit d'une négociation longue et intense, le document proposé au paraphe a été négocié à travers cinq rounds de dialogue entamé depuis juillet 2014 à Alger. Il comporte un Accord pour une paix globale et durable garantissant une solution définitive à la crise qui affecte le nord du Mali. S'exprimant dans une allocution à l'ouverture de la cérémonie de paraphe, Lamamra a souligné qu'il s'agit d'une journée historique, qualifiant le document conclu à Alger d'«accord ouvrant des perspectives prometteuses pour un avenir meilleur pour tous les Maliens». «Cette journée historique constitue une étape qualitative engagée par la Mali pour vaincre les difficultés pour aller vers la paix», a ajouté Lamamra. Lue avant le paraphe de l'accord de paix et de réconciliation par les parties au dialogue intermaliennes inclusif, la Déclaration de la médiation internationale, conduite par l'Algérie souligne que le dialogue a été «transparent, ouvert et inclusif», ajoutant que les pourparlers ont été conduits avec «détermination, lucidité, patience, dévouement et entière disponibilité par une équipe largement représentative de la communauté internationale». «Comme souhaité par les Maliens eux-mêmes tout comme par les instances internationales et régionales, le dialogue intermaliens a été transparent, ouvert et inclusif, y compris par l'implication de la société civile. La médiation a, tout au long du processus, donné toute la latitude aux parties afin d'exprimer leurs positions», a précisé la

Déclaration. L'accord de paix finalisé et paraphé par les parties au dialogue concrétise le ferme engagement pour mettre fin à la crise au Mali par le dialogue et de sceller la réconciliation nationale dans le plein respect de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale, et du caractère laïc et de la forme républicaine du Mali, a souligné la médiation. Outre les représentants du gouvernement du Mali, six mouvements politico-militaires du nord ont pris part aux pourparlers de paix au Mali, à savoir, le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident). L'équipe de médiation dont l'Algérie est le chef de file comprenait la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA), les Nations unies, l'Union européenne (UE) et l'Organisation de la Coopération islamique (OCI), le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

## «Une réussite», selon la France

Du côté de la France, cette dernière étape de négociation a été perçue comme une réussite. «Je salue la décision du prési-



dent et du gouvernement malien de la parapher et appelle tous les groupes du Nord, qui ont salué très positivement cette avancée, à le faire sans délai», a déclaré Laurent Fabius, le ministre des

Affaires étrangères français dans un communiqué. Le chef de la diplomatie française a salué «un texte équilibré et bénéfique pour le pays et la région» et en rendant hommage à l'Algérie pour

«sa médiation Efficace». L'accord finalisé ce matin à Alger «est une excellente nouvelle», a ajouté le communiqué.

M. B./APS

## Les rebelles Touareg demandent un délai pour expliquer le texte

PAR AILLEURS, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), qui n'a pas paraphé hier l'accord de paix et de réconciliation au Mali, a demandé «une pause afin de mobiliser le maximum de soutien à cet acte fondateur» pour le rétablissement définitif de la paix au Mali, selon Ramtane Lamamra. «Je sais que la décision difficile qu'ils ont à prendre n'exprime pas de leur part une quelconque inhibition mais serait plutôt, les connaissant bien, synonyme d'ambition à mobiliser le maximum de soutien à cet acte fondateur de la paix», a déclaré Lamamra à la clôture de la séance de paraphe de l'accord de paix et de réconciliation d'Alger. Pour sa part, Redouane Ait Mohamed, de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) a expliqué : «Nous avons demandé une

pause de deux semaines afin d'expliquer à notre base au Mali les détails de cet accord avant paraphe. Sur place tout le monde ne comprend pas ces accords, et la différence entre une signature et un paraphe.» En effet, la veille de cette signature d'importantes manifestations contre cet accord de paix ont eu lieu dans le nord du Mali, notamment à Kidal, rapportait hier la radio RFI. Il faudra donc du temps pour communiquer sur les enjeux d'un tel accord. Le membre de la coordination, reconnaît que ce premier texte «comporte quelques lacunes, notamment sur le statut politique de l'Azawad ou sur les points concernant la défense de la région», mais se disait satisfait d'aller vers la paix.

M. B.

## Cours particuliers et grèves

### Benghebrit accuse les enseignants «de vouloir privatiser l'école»

A l'heure où la tension atteint son comble dans le secteur et que les travailleurs s'attendent à la satisfaction de leurs doléances, la ministre Benghebrit persiste et signe dans ses accusations qualifiant les agissements des enseignants d'«irresponsables ayant la volonté de privatiser l'Education».

Si les syndicats ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis des agissements de la ministre de tutelle estimant qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'école ni celui du secteur, Benghebrit, elle, revoit les accusations et évoque désormais «une volonté de privatiser le secteur de l'Education par le biais des agissements irresponsables des enseignants». Hier la ministre a fait savoir, en effet, que la fin du conflit et des grèves ne sont probablement pas pour demain. Puisque les deux parties en conflit se renvoient les accusations sans pour autant trouver une issue aux problèmes soulevés. Dans ses déclarations faites hier à Alger, la ministre n'a pas manqué de déplorer «la couverture disproportionnée de la grève par certains médias». Les agissements «irresponsables» de certains enseignants qui font la grève, d'une part, et assurent

des cours en privé, d'autre part, dévoilent une volonté de privatiser le secteur en encourageant les élèves à bénéficier de cours particuliers et à s'orienter vers les écoles privées, a indiqué la ministre. Voilà une déclaration qui ne fera qu'ajouter de l'huile sur le feu, puisque les syndicats font montre de détermination pour faire valoir leurs revendications. Sur un autre chapitre et au terme de sa déclaration faite à l'occasion du lancement, hier, de la session de formation au profit de 418 inspecteurs à l'Institut national de formation et de perfectionnement des personnels de l'Education d'El Harrach, la ministre de l'Education nationale, a mis l'accent hier sur l'importance accordée par son secteur à la formation des inspecteurs de l'Education nationale dans le cadre de la démarche d'évaluation pédagogique et professionnelle pour la réforme du système éducatif. M<sup>me</sup> Benghebrit a précisé que le programme de son secteur relatif à la formation des inspecteurs de l'Education nationale «repose en premier lieu sur une formation de qualité au profit des inspecteurs en prévision de leur implication dans la concrétisation des objectifs de la réforme».

Concernant la session de formation qui devrait se poursuivre jusqu'à l'été prochain, la ministre a indiqué qu'elle s'articulait autour de la stratégie du ministère dans le domaine de la formation, notamment en ce qui concerne la question de gouvernance. Cette dernière «revêt une importance particulière en matière de gestion du secteur au double plan local et central dans le but de remédier aux dysfonctionnements», a-t-elle ajouté. La première responsable du secteur a appelé les inspecteurs «à contribuer à l'aboutissement de cette formation en vue d'accéder à la qualité». Il est à noter que les travaux de la rencontre d'urgence tenue hier au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et à laquelle ont pris part, la ministre de l'Education, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et le Secrétaire général de l'UGTA, se sont déroulés à huis clos. Il s'agit d'une rencontre dédiée à trouver une issue à la situation qui prévaut dans le secteur et dont les résultats devaient être rendus en fin de journée. Nos tentatives de joindre les cellules de communications étaient vaines.

Yasmine Ayadi



— Jean-Louis Bianco, représentant spécial pour les relations avec l'Algérie : —

## «La France veut regagner sa place en Algérie»

■ Cinquante-six projets de partenariat ont été identifiés entre l'Algérie et la France. Ces projets de partenariat économique et industriel, prévus par ces accords de coopération connaissent un avancement très satisfaisant, a fait savoir hier le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb.



Par Louiza Ait Ramdane

En marge d'une rencontre d'évaluation des projets de partenariat économique entre l'Algérie et la France, tenue hier à l'hôtel El Aurassi, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb qui a exprimé sa satisfaction des résultats de la rencontre, a relevé que les obstacles rencontrés par le passé dans la mise en œuvre de certains projets d'investissement ne concernent pas

des difficultés d'investissement mais, précise-t-il ce sont des obstacles commerciaux entre des entreprises françaises et algériennes. La plupart de ces problèmes ont été aplanis, tandis que d'autres sont en cours de résolution, a affirmé Bouchouareb qui a avancé que tout sera réglé avant la deuxième réunion d'évaluation prévue en mai prochain à Alger. Sans aller dans les détails, le ministre a fait savoir que ces contentieux concernaient des entreprises algériennes et françaises et non

des projets d'investissement, ajoutant que ces litiges portent, pour la plupart, sur des aspects commerciaux ou sur la mise en œuvre de certains textes réglementaires.

Jean-Louis Bianco, représentant spécial pour les relations avec l'Algérie a relevé pour sa part que le partenariat algéro-français «*obtenu des résultats positifs sur les dossiers de coopération discutés entre les deux pays*». Plus précis, il a indiqué: «*Nous avons identifié les obstacles du passé qui sont à*

*vrai dire des problèmes d'interprétation lors de cette réunion. Il a estimé que le partenariat actuel entre les deux pays est exemplaire et à long terme*» qui ne repose pas uniquement sur les échanges commerciaux mais qui s'étend aux investissements productifs. Il n'y a pas que des paroles de confiance et d'espoir entre l'Algérie et la France, il y a aussi des actes et des réalisations qui se font, a-t-il soutenu, tout en saluant la volonté du gouvernement algérien et son engagement pour faciliter ce partenariat. «*À travers ce partenariat, la France veut regagner sa place en Algérie*», a déclaré encore Jean-Louis Bianco, représentant spécial pour les relations avec l'Algérie.

A rappeler que lors de la deuxième session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), tenue en décembre dernier à Paris, neuf accords de coopération avaient été signés dans différents secteurs d'activités dont ceux de l'agriculture, de l'énergie, des transports, de la recherche scientifique et de la défense.

Cette rencontre a pour objectif de faire le point sur tous les projets de partenariat entre l'Algérie et la France. Une autre rencontre d'évaluation aura lieu au mois de mai prochain.

L. A. R.

### In Salah et gaz de schiste

## De la protestation pacifique à l'affrontement

Gouvernement, partis, société civile sont tous d'accord sur la «*légitimité*» de «*la crainte*» de la population d'In Salah par rapport au gaz de schiste, mais les discours d'assurance n'ont pas apaisés les esprits et ce qui était dans un passé récent une «*protestation pacifique*» est aujourd'hui au stade des «*affrontements*».

La situation à In Salah dérive en l'absence d'un dialogue direct avec la population qui s'est démarquée de toute récupération politique. Après deux mois de protestation pacifique, la place est aux affrontements entre les manifestants de In Salah et les forces de l'ordre.

La journée d'hier était aussi marquée par des affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre, selon des sources locales. Les manifestants auraient voulu dépassé le cordon des forces de l'ordre formé à proximité du siège de la daïra, ce qui a laissé place à l'usage de la force pour disperser les manifestants.

Il est à noter que les affrontements entre les manifestants contre le gaz de schiste et les forces de l'ordre ont été constatés samedi et pour l'instant aucun bilan officiel médiatique n'a été donné sur le nombre de blessés ou autres dégâts. A ce propos, des rapports médiatiques font état de 3 blessés parmi les gendarmes et d'autres parlent d'une vingtaine de blessés. Il est à rappeler que la protestation à In Salah dure depuis deux mois et

entame son troisième mois, sachant qu'il n'y a jamais eu recours à la violence durant toute cette période ; d'ailleurs, cette contestation pacifique a été entamée le 1<sup>er</sup> janvier.

Depuis le début de la protestation de la population de In Salah, les citoyens de cette daïra ont demandé l'arrêt immédiat du forage de gaz de schiste en affichant leur crainte par rapport au danger que représente l'exploitation de cette ressource sur l'environnement.

Il faut savoir que l'inauguration de ce forage de gaz de schiste intervient dans un contexte spécifique qui est celui de la chute des prix du pétrole et le recul des réserves de change.

Du côté des partis, c'est le FLN qui a envoyé ses cadres à In Salah et une lettre a été adressée par le Sg du parti, Amar Saadani au président Bouteflika.

Dans sa première sortie médiatique sur le sujet, Saadani avait critiqué le gouvernement. Et même une délégation parlementaire s'est rendue à In Salah mais aucun compte rendu n'a été rendu public.

Quinze jours après le début de la manifestation à In Salah, la presse a rendu public, un message du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui aurait été diffusé sur son compte facebook. Le message explique que «*le gouvernement n'a délivré aucune autorisation d'exploitation du gaz de schiste en Algérie*».

Quelques jours après, le Premier ministre s'est adressé à la population de In Salah et

l'ensemble des Algériens à travers une émission de la Télévision nationale. Il a rassuré qu'il s'agit d'une «*exploration et non de l'exploitation*» du gaz de schiste.

Fin janvier, à travers un Conseil des ministres restreint, le président de la République a ordonné au gouvernement de poursuivre «*des explications en direction de la population locale et de l'opinion publique en général*» sur le sujet. Cependant, la population de In Salah s'attend toujours à une décision officielle du président Bouteflika à travers un décret portant arrêt immédiat du forage du gaz de schiste.

Dans ce contexte, la célébration du 24 février, anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et la création de l'Ugta a été habillée par le sujet du gaz de schiste. A cet effet, l'opposition a organisé des manifestations en solidarité avec la population de In Salah au moment où le gouvernement a célébré cette date historique en affirmant son attachement à explorer le gaz de schiste pour les générations futures.

Dans un message adressé à cette occasion, le Président Bouteflika déclare que «*le gaz de schiste est un don de Dieu*», tout en rassurant que toute exploitation ne peut se faire sans la préservation des habitants et de l'environnement.

Nacera Chennafi

### LA QUESTION DU JOUR

## Vivement la libération de Mossoul

Suite de la page une

Le sort de cette guerre se décidera dès cette année parce que les Irakiens sont pressés de reprendre Mossoul. Si la route de Mossoul depuis Baghdad était ouverte devant l'avancée de ses forces, il est clair que le gouvernement irakien n'hésiterait pas longtemps à lancer la bataille de reconquête. Le sacage du Musée de Mossoul, qui recèle des pièces uniques, parmi les plus vieilles de l'histoire, après de tant d'autres exactions, dont des crimes contre l'humanité, a mis à son comble la haine des Irakiens. Pour toutes ces raisons, lorsqu'elle s'engagera effectivement, la bataille de libération de Mossoul sera implacable. Or il faudrait avant d'en venir à dégager la route qui y mène, et que Daech a pris la précaution de joncher d'embûches dans cette perspective. L'armée irakienne devra enlever bien des places, essayer bien des attaques, de la part de groupes d'autant plus déterminés qu'ils n'auront alors plus rien à perdre. Les attaques suicide ne seront peut-être pas les moins fréquentes ni les moins redoutables. C'est ainsi qu'aujourd'hui, c'est à Samarra que la ligne de front s'est déplacée, loin de Mossoul, mais en vue de Baghdad, comme si l'affrontement final devait avoir lieu non dans la ville occupée mais dans celle qui ne l'est pas, non à son nord mais en son cœur.

Non, les Américains ont tort, la guerre contre Daech ne prendra pas plusieurs années. Tout tend à montrer que c'est en 2015 que son nœud gordien sera tranché. Et ce sont les Irakiens qui pour l'essentiel payeront le prix du sang, eux qui en versent en abondance depuis 2003, l'année du premier envahissement et le début de la première occupation. Les Américains et les coalisés ont en fait intérêt à ce que la libération de Mossoul ait lieu le plus tard possible, car à leur niveau elle est couplée à un autre objectif, qui lui ne concerne en rien les Irakiens : la chute du régime de Bachar al Assad. Ce qu'ils veulent, c'est faire d'une pierre deux coups, en finir à la fois avec Daech et avec le régime syrien. Pour eux, ce serait un échec si Mossoul était reprise et que cela profite à Damas. Si bien qu'on peut légitimement se demander lequel des deux est à leurs yeux l'objectif principal, de l'écrasement de Daech et de la chute du régime syrien.

M. H.

Promesse de Tebboune, ministre de l'Habitat

# «Eradication totale» des bidonvilles à la fin de l'année

■ Le ministre a souligné, lors de la deuxième et dernière journée de sa visite de travail dans la wilaya, que les deux ou trois bidonvilles encore existants à Alger seront éradiqués d'ici le mois de juillet prochain, ajoutant qu'elle sera «l'unique ville méditerranéenne où il n'y aura plus de bidonvilles». «C'est un engagement pris par le gouvernement et nous sommes en train de le concrétiser progressivement».

Par Tahar D.

La majorité des bidonvilles, notamment ceux des grandes villes seront éradiqués d'ici la fin 2015, a déclaré dimanche à Tlemcen, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmajid Tebboune.

Le ministre a souligné, lors de la deuxième et dernière journée de sa visite de travail dans la wilaya, que les deux ou trois bidonvilles encore existant à Alger seront éradiqués d'ici le mois de juillet prochain, ajoutant qu'elle sera «l'unique ville méditerranéenne où il n'y aura plus de bidonvilles».

«C'est un engagement pris par le gouvernement et nous sommes en train de le concrétiser progressivement comme nous sommes en train d'endiguer la crise du logement dans le pays grâce aux nombreux projets

## Salon des fournisseurs de services pétroliers à Alger Plus de 500 exposants attendus à la 5<sup>e</sup> édition

PLUS de 500 exposants nationaux et étrangers sont attendus à la 5<sup>e</sup> édition du Salon international des fournisseurs de produits et services pétroliers et gaziers prévu du 3 au 6 mars en cours à Alger, apprend-on hier auprès des organisateurs. Ce rendez-vous des professionnels opérant dans les activités liées à l'industrie des hydrocarbures verra, en plus de la participation nationale, la présence de 220 entreprises étrangères représentant 25 pays. Destiné aux professionnels du secteur des hydrocarbures, ce Salon, dont les stands s'étendent sur une superficie de 15 000 m<sup>2</sup> de l'esplanade de l'hôtel Hilton, présentera essentiellement des solutions et des applications technologiques utilisables par les opérateurs de l'industrie pétrolière et gazière dans leurs installations industrielles. Parallèlement à l'exposition, des ateliers et des conférences seront animés par des experts nationaux et étrangers sur l'évolution du secteur des hydrocarbures ainsi que sur la recherche technologique y afférente. Lancé en 2011, le Salon international des fournisseurs de produits et services pétroliers et gaziers est devenu, selon ses organisateurs, «un rendez-vous incontournable des pétroliers et de leurs fournisseurs». N. Y.

engagés dans les différentes wilayas du pays», a encore déclaré M. Tebboune.

Le ministre a, dans cette optique, exhorté les responsables locaux et de son secteur d'aller vers la création de nouveaux pôles urbains, afin de créer de nouvelles villes satellites autour des grandes villes actuelles.

«Il faut aller vers des assiettes de 5 000 hectares situées dans les montagnes ou des terrains rocheux afin de préserver les terrains agricoles», a-t-il souligné dans ce sens.

Abdelmajid Tebboune a également mis l'accent sur la nécessité de donner un cachet architectural aux nouvelles cités et villes qui reflète «notre personnalité arabo-berbero-musulmane et méditerranéenne».

Dans ce sens, a-t-il ajouté «même les entreprises étrangères, notamment chinoises et turques ont été instruites à respecter ces orientations».

Pour faire face au manque de main-d'œuvre qualifiée, le ministre a fait savoir qu'une convention a été signée avec le



Ph/E. Sorayof/A.

secteur de la formation professionnelle pour la formation de 71 000 jeunes dans les métiers ayant une relation directe avec le bâtiment comme les grutiers, les métreurs, les ingénieurs et autres.

Plus de 40 000 jeunes ont déjà fini ou presque leurs formations, a-t-il indiqué annonçant que d'autres formations diplômantes à la carte seront également organisées au profit des jeunes pour répondre aux

besoins des entreprises, notamment celles relevant du secteur privé. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a visité, dans la deuxième journée à Tlemcen, le projet de 450 logements de type LPP en cours de réalisation à Mansourah et qui seront livrés à la fin de l'année 2016, avant de procéder à la pose de la première pierre d'un projet de 3 500 logements LPL dans la même commune et de 4 000 places pédagogiques à

l'université de Tlemcen qui abriteront les facultés des sciences humaines et des sciences de la nature en plus de structures communes. La délégation ministérielle s'est également rendue à Hennaya pour inspecter le projet de 800 logements LPL qui seront achevés au courant du premier semestre 2017 avant de clôturer la visite par l'inspection d'un autre projet de 900 logements LPL à Remchi.

T. D./APS

## Intempéries

### Plusieurs routes encore bloquées

Plusieurs axes routiers restaient fermés dimanche, à la circulation dans différentes wilayas du pays des suites des dernières intempéries, selon un bilan de la Gendarmerie nationale.

La fermeture de ces routes est due à l'amoncellement de la neige, notamment dans les wilayas de Tizi Ouzou, Bouira et Béjaïa et au débordement des oueds à Blida et El-Tarf, a-t-on précisé de même source.

À Tizi Ouzou, la RN.15 reliant Tizi Ouzou à Bouira, au col de Tirourda (commune d'Iferhounène), la RN.33 entre Tizi Ouzou à Bouira, près de l'ancien stade Boussoule (commune d'Aït-Boumahdi) sont bloquées à la circulation, de même que la RN 30 reliant

Tizi Ouzou à Bouira au col Tizi Tirkabine (commune d'Iboudrarène).

La wilaya de Bouira a vu, elle aussi, la fermeture de ses RN 15 reliant Bouira à Tizi Ouzou, au col Tirourda, commune d'Aghbalou, la RN 30 reliant Bouira à Tizi Ouzou, au lieu dit Tizi-N'koulou, commune de Saharidj et la RN 33, reliant Bouira à Tizi Ouzou à Tikjda, commune d'El-Asnam.

À Blida, le débordement de oued El-Harrach a causé la fermeture du chemin de wilaya (CW.61) reliant Bougara à Hamam-El-Ouane, au pont Makarounat de Hammam-El-Ouane.

Dans la wilaya d'El-Tarf, le débordement de oued Seybouse a provoqué la fermeture

de la RN.84, reliant El-Tarf à Guelma, au pont Oued Seybouse, (commune de Besbes) et la fermeture du CW.118 reliant Berrhane à la RN.44, au village Righia (commune de Berrhane).

Dans la wilaya de Béjaïa, plusieurs routes nationales et CW la reliant aux wilayas de Tizi Ouzou, Sétif et Bouira ont été fermées à la circulation suite à l'amoncellement de la neige, le débordement de Oued Soummam et Oued Amssine ainsi qu'un éboulement de terre au niveau du CW 23 reliant la RN. 75 à Barbacha, à hauteur du village Ihabachène, commune de Amssine, selon la même source.

Hnai Y.

## Commerce

### Lancement d'une formation dans les métiers de vente

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a introduit une nouvelle formation spécialisée dans les métiers de vente en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie algéro-suisse et le centre commercial de Bab Ezzouar (Alger). Pour accéder à cette formation, une journée de recrutement d'une centaine de jeunes a été organisée, au centre commercial de Bab Ezzouar en présence du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui. Cette formation, première du genre, sera

assurée à travers un système d'alternance qui consiste à former le stagiaire alternativement entre un magasin de ce centre commercial et un établissement d'enseignement professionnel avec le soutien de l'office suisse chargé de l'orientation et de la formation professionnelle. Lors de cette journée de recrutement, les employeurs, qui devraient accueillir les stagiaires au sein de leurs magasins pour une formation pratique, seront impliqués dans l'opération d'orientation et de sélection des candidats. En outre, les formateurs travaillant dans les établisse-

ments d'enseignement bénéficient actuellement d'une formation en Suisse. «Ce système de formation consiste à procéder à un recrutement d'apprentis par les employeurs (propriétaires de magasins) qui s'impliquent dans le processus de la formation en choisissant eux-mêmes les jeunes qu'ils encadreront durant leur cursus de formation», a expliqué Bedoui. Selon le ministre, l'objectif de cette démarche est d'impliquer davantage le secteur économique et les professionnels dans le processus de formation afin d'adapter les formations aux spécificités

de chaque secteur d'activité. De son côté, le président de la chambre de commerce et d'industrie algéro-suisse, Allain Rolland, voit dans cette formation une manière de répondre au défi de la structuration du secteur de commerce de détail à travers la professionnalisation de la filière. Rolland a rappelé, dans ce contexte, l'accord-cadre signé entre le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et la Chambre de commerce et d'industrie algéro-suisse pour former des jeunes dans le domaine du commerce de détail.

Samy D.



## Registre du commerce

# Plus de 1,7 million d'opérateurs économiques inscrits

■ Sur la seule année 2014, les nouvelles inscriptions ont atteint un total de 184 150 opérateurs dont près de 90% représentent des personnes physiques et 10% des sociétés, contre 181 751 inscrits en 2013...

Par Samir.M

Le nombre d'opérateurs économiques inscrits au registre du commerce a augmenté à 1,764 million jusqu'à fin 2014 contre 1,678 million à fin 2013 (+5%), une tendance haussière constatée aussi pour les entreprises étrangères, a indiqué le Centre national du registre du commerce (CNRC). Sur la seule année 2014, les nouvelles inscriptions ont atteint un total de 184 150 opérateurs dont près de 90% représentent des personnes physiques et 10% de sociétés, contre 181 751 inscrits en 2013. Sur 1,764 million d'opérateurs économiques inscrits, 1 606 878 sont des personnes physiques (91,1%) contre 157 122 de personnes morales (8,9%). Par secteur d'activité, ils exercent

notamment dans les services (31,84%), la production industrielle (29,06%), l'import-export (21,83%), le commerce de gros (9,8%) et le commerce de détail (6,5%). Pour les opérateurs exerçant dans l'activité d'import-export, leur nombre a augmenté de 1 840 en l'intervalle d'une année en passant à 42 254 opérateurs en 2014 contre 40 414 en 2013, en hausse de 4%.

## 9 200 entreprises étrangères actives en Algérie

L'Algérie comptait 9 224 entreprises étrangères à fin 2014 contre 8 459 en 2013, sachant que 765 entreprises étrangères ont été créées en 2014 contre 810 l'année précédente. Par nationalité, les entreprises françaises se classent au premier



rang avec 1 893 entités actives dans le pays (20,5% de la totalité) suivies de sociétés syriennes

au nombre de 1 120 (12%), chinoises avec 793 (9,6%), turques avec 737 (8%) et tunisiennes

avec 592 sociétés (6,4%). Quant au nombre de commerçants étrangers (personnes physiques) inscrits au registre du commerce, il s'élevait à 2 275 à fin 2014 contre 2 207 en 2013, en hausse de 3%.

S.M/APS

## Micro-entreprise start-up

## Propulser le pays au rang des nations émergentes

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Zohra Dourdour, a estimé à Oran, que l'Algérie recèle «d'énormes atouts pour s'inscrire résolument dans la voie du progrès» à travers la création de «start-up à fort potentiel d'innovation technologique, de développement et de création d'emplois». «Ces trois ingrédients sont de nature à dynamiser le tissu économique national et propulser le pays au rang des nations émergentes», a indiqué la ministre, dans son allocution, lors de la clôture du premier Salon de la micro-entreprise start-up, organisé depuis mardi dernier à Oran. Pour elle, cette initiative s'inscrit dans l'optique d'un environnement entrepreneurial propice à la promotion de la compétitivité et à l'émergence de nouveaux créneaux économiques. «Cet événement, qui a la particularité de conjuguer à la

fois la dimension technologique et innovation et la dimension entrepreneuriale, revêt un caractère important eu égard à son apport considérable quant à l'encouragement de l'esprit d'entreprendre et d'innover et à la stimulation de la création d'entreprises», a affirmé M<sup>me</sup> Dourdour, ajoutant que la création d'entreprises contribue au renouvellement et à la préparation de l'économie de demain fondée sur la connaissance et la diversification des activités. Dans ce contexte, la ministre a pris comme exemple le partenariat entre l'Ansej et l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT), scellé en décembre dernier par la signature d'une convention liant ces deux entités qui ont un rôle majeur à jouer sur la scène entrepreneuriale nationale. Pour sa part, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Ghazi, a

considéré que le Salon est une occasion pour encourager les jeunes promoteurs de plusieurs wilayas de se rencontrer et d'échanger leurs expériences. Pour lui, l'objectif de cette initiative est de mettre en place une base renforçant le réseau national de PME/PMI. «Les résultats démontrent l'amélioration des dispositifs mis en place par l'Etat, grâce à l'initiative du Président de la République Abdelaziz Bouteflika qui accorde une attention particulière aux jeunes», a-t-il indiqué. Dans ce contexte, il a rappelé que 30 000 projets ont été créés en 2010, 30 000 autres en 2014 et, à terme, 90 000 projets seront finalisés. «Nous sommes convaincus de réunir toutes les conditions pour la réussite des projets et les exigences nécessaires pour développer les idées novatrices», a-t-il conclu.

Z. O.

## Ressources en eau

## Près de 400 milliards DA investis pour la relance du secteur dans le Sud

Un montant colossal de près de 400 milliards DA a été investi durant la dernière décennie par l'Etat pour la relance du secteur des ressources en eau dans le sud du pays, a affirmé, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. «Cette enveloppe a été consacrée à la réalisation de milliers de projets, dont à titre d'illustration, le mégaprojet d'adduction de l'eau à partir de la région d'In-Salah vers la ville de Tamanrasset, sur 750 km», a indiqué Necib en marge de sa visite de travail entreprise à Ouargla conjointement avec le ministre de l'Agriculture et du Développement rural,

Abdelwahab Nouri. Necib a cité, entre autres opérations de développement du secteur dans les régions du Sud, le projet de lutte contre le phénomène de la remontée des eaux dans les deux wilayas de Ouargla et d'El Oued, en plus d'autres opérations allant dans le sens de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, la réalisation des réseaux d'assainissement et autres projets liés au secteur de l'agriculture. Le ministre des Ressources en eau a indiqué que «la wilaya de Ouargla renferme, à l'instar d'autres régions du sud du pays, d'importantes

potentialités hydriques qui demeurent, toutefois, en bute au problème de la qualité». Il a, dans ce cadre, fait état que «les projets de réalisation de 11 stations de déminéralisation au profit des populations des régions de Ouargla et Touggourt devront permettre l'amélioration de la qualité de l'eau potable». Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a, pour sa part, souligné que «les importantes réserves dont dispose la wilaya de Ouargla devront permettre, prochainement, la relance de la production agricole», ajoutant que «ceci

demeure tributaire du passage des systèmes agricoles traditionnels à ceux axés sur les techniques modernes». «L'Etat est déterminé à prêter aide et accompagner les fellahs pour la mise en forme des grands projets élaborés pour le développement du secteur agricole dans cette région», a expliqué le ministre de l'Agriculture. Nouri a, à ce titre, exhorté les jeunes à œuvrer au renforcement des efforts déployés par les pouvoirs publics et de faire de cette wilaya un pôle agricole par excellence à l'instar d'autres wilayas du sud du pays.

A.B/APS

### Nouvelle promotion 90 minutes à 100 DA seulement Avec Ooredoo, parlez avec plus de liberté

OOREDOO revient avec ses promotions novatrices et lance une nouvelle promotion permettant aux clients de bénéficier de 90 minutes de communication à 100 DA seulement, valable sur tout le territoire national.

En effet, pour 100 DA seulement, le client bénéficie de 60 minutes d'appels vers Ooredoo et un bonus de 50% offert, soit 30 minutes additionnelles valables à toute heure de la journée.

Ainsi, pour bénéficier de cette promotion et pouvoir communiquer librement au moment qui lui convient, le client Ooredoo peut composer le code \*151# sur son téléphone, ou ouvrir tout simplement une page Internet et accéder directement à la page d'achat de forfaits. Les clients 2G de Ooredoo peuvent bénéficier de cette nouvelle promotion du 1<sup>er</sup> au 21 mars 2015 ; quant aux clients 3G, cette promotion est valable du 1<sup>er</sup> au 30 mars 2015. Cette nouvelle promotion confirme la volonté de Ooredoo d'être à l'écoute de ses clients en leur offrant les meilleurs services aux tarifs les plus avantageux.

Communiqué

Lancement à Oran de «Kawafil el kheir»

# Caravane de solidarité envers les familles nécessiteuses

■ Des jeunes bénévoles du groupe «Ness el kheir» d'Oran ont lancé une nouvelle initiative d'aide aux familles nécessiteuses, «kawafil el kheir» (caravanes du bien).

Par Yanis T./APS

Animés par la noblesse de cette action, l'ensemble des bénévoles du groupe se sont regroupés spontanément pour collecter et distribuer des denrées alimentaires nécessaires aux familles dans le besoin. «Kawafil el kheir», lancée vendredi dernier, a concerné une trentaine de familles nécessiteuses dans la région de Kristel (Est d'Oran). Elle sera mensuelle afin de toucher la maximum de familles dans le besoin.

Des couffins contenant tous les produits de première nécessité, ont été remis vendredi aux nécessiteux de plusieurs quartiers de Kristel. Ces couffins proviennent de dons de bienfaiteurs. «Les bienfaiteurs sont très nombreux. Les dons ne cessent d'affluer de partout. Toutes les franges de la société veulent contribuer anonymement à cet acte humanitaire. Quoi qu'on dise l'Algérien est très généreux», a-t-on souligné.

Les bénévoles appartiennent à diverses catégories sociales, mais partagent la même motivation, celle d'aider autrui. Ils ont un même but, apporter la joie et le sourire aux familles se trouvant dans le besoin, a-t-on ajouté. «Nous sommes juste des bénévoles, de jeunes oranais qui se sont constitués en groupe pour le seul objectif de rendre le sou-



rire aux familles les plus démunies de notre ville», a expliqué un membre de «Ness El Kheir». «Nous voulons redonner l'espoir aux familles nécessiteuses. Nous voulons montrer que l'Algérien est un homme de bien et généreux malgré les vicissitudes de la vie»,

a-t-il dit. Ce même groupe de bénévoles agit aussi en faveur des sans domicile fixe (SDF), en leur offrant des repas chauds en cette période hivernale ainsi que des couvertures et des vêtements collectés auprès des bienfaiteurs. Y.T./APS

Sous le thème de la réduction des risques de catastrophes

## La Protection civile célèbre sa Journée mondiale

La Protection civile célèbre cette année, à l'instar des membres de l'Organisation internationale de protection civile, sa Journée mondiale sous le thème de la réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable, a indiqué hier un communiqué de cette institution.

La direction de la Protection civile a décidé d'organiser les festivités officielles de sa Journée mondiale dans la wilaya de Bordj

Bou Arréridj, sous le thème «La protection civile et la réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable», pour mettre en exergue l'importance de la prévention et la sensibilisation, a souligné la même source.

Cette démarche vise à «introduire une culture préventive et à porter à l'attention de l'opinion publique l'importance vitale de la Protection civile et de la prévention, la sensi-

bilisation et d'autoprotection ainsi que des mesures en cas d'accidents ou de catastrophes et cela dans le cadre du développement durable», est-il précisé.

Le choix de la wilaya de Bordj Bou Arréridj pour célébrer cette journée internationale a, en outre, pour objectif de «féliciter et encourager les autorités locales dans leur soutien permanent en matière de développement et de renforcement des capacités de la Protection civile visant à assurer une meilleure couverture des risques», a expliqué la direction générale de ce corps.

Au programme des festivités, des expositions sur le domaine d'activité du corps de la Protection civile, des exercices de simulation et des manœuvres pour sensibiliser sur les risques, des tournois ainsi que des activités culturelles.

La Journée mondiale de la Protection civile coïncide, rappelle-t-on avec le 1<sup>er</sup> mars, date anniversaire de l'entrée en vigueur de sa constitution en tant qu'organisation intergouvernementale le 1<sup>er</sup> mars 1972.

Samir L.

### Solidarité

## Deux nouvelles cellules de proximité à Skikda

Deux nouvelles cellules de proximité et de solidarité (CPS) de l'Agence nationale de développement social (ADS) seront prochainement créées dans les communes d'Oum Toub et d'Oued Zehour (Skikda), a indiqué hier le directeur régional de cette agence, Khelifa Rebahi. Le choix de ces deux localités a été effectué sur la base d'une étude de l'ADS qui a permis d'identifier et de classer les zones défavorisées à forte précarité, a précisé le même responsable dans un entretien à l'APS, rappelant que des cellules analogues activent déjà dans les communes de Ben Azzouz, de Sidi Mezghiche, de Bouchtata et de Cheraïa. La direction régionale de l'ADS, basée à Annaba, couvre cinq wilayas de l'Est

du pays, en l'occurrence Constantine, Skikda, Guelma, El Tarf et Annaba. Plus de 300 sites parmi les 120 communes rattachées à l'ADS Annaba, occupés par 130 485 habitants, soit 32 % de la population des cinq wilayas, sont concernés par le travail mené par les CPS, a fait savoir M. Rebahi.

Ce responsable a également souligné que près de 5 500 visites à caractère médical et psychologique, 15 083 actions de médiation (explication des démarches à suivre pour bénéficier des dispositifs d'aide et de prise en charge) et 3 985 enquêtes sociales ont été effectuées dans le cadre du programme de l'année 2014. Les efforts consentis par les services de l'ADS se poursuivront tout au long de l'année en cours à

travers l'exécution d'un programme visant, en premier lieu, l'amélioration des conditions de vie des citoyens vivant dans des régions rurales déshéritées, a encore affirmé le directeur régional de l'ADS.

L'objectif s'attache aussi à informer les familles éligibles aux programmes d'aide et de les rapprocher des administrations concernées, a déclaré M. Rebahi avant de rappeler que les CPS sont constituées, chacune, d'un médecin, d'un sociologue, d'un psychologue et d'un(e) assistant(e) social(e). L'ADS d'Annaba gère actuellement 18 cellules de proximité et de solidarité, soit 4 à Constantine, 4 à Skikda, 3 à Annaba, 4 à Guelma et 3 à El Tarf.

L.K.

## Formation professionnelle Nouvelles spécialités proposées aux stagiaires de la wilaya de Médéa

UNE DIZAINE de nouvelles spécialités sont proposées aux stagiaires, à travers de nombreuses structures de la formation professionnelle de la wilaya de Médéa, à l'occasion de la nouvelle session (mars 2015), a-t-on appris hier des responsables locaux du secteur. Parmi les nouveautés introduites, à cette occasion, le secteur consacre une large place aux métiers liés à l'agriculture, notamment la cuniculture et l'aviculture, deux spécialités qui répondent aux besoins spécifiques de la région, a-t-on précisé de même source. Ces spécialités ont été initiées dans le souci d'adapter le programme de formation professionnelle aux réalités économiques de la wilaya, a-t-on fait savoir, à cet effet. Une autre spécialité, s'inscrivant dans la même optique, sera dispensée au niveau du centre de formation de Berrouaghia, à l'est de Médéa, dans le domaine de l'horticulture, où une première section devrait entamer, à la faveur de la présente rentrée, une formation sur les différentes techniques de culture de jardins, de greffage et d'entretien des arbres et la production de plants. Le secteur propose également une spécialité d'assistante maternelle, assurée par le centre de formation de Ksar-el-Boukharhi, à 70 km au sud de Médéa, et dont

l'introduction au sein de la nomenclature de formation vise à combler le déficit enregistré dans ce domaine, a ajouté la même source, qui fait état, en outre, de l'ouverture de section de formation en boulangerie-vienniserie, au centre de formation de Berrouaghia. Une offre globale de formation de plus de 6 250 places pédagogiques est assurée, à l'occasion de cette rentrée, englobant diverses formules, dont 1 565 postes en résidentiel, 165 offres de formation en milieu rural, 400 pour les femmes au foyer et 650 en formation qualifiante, selon les responsables du secteur. R.M./APS

### Sidi Moussa

## Un jeune entré par effraction dans un poste électrique électrocuté

Un jeune homme a été mortellement électrocuté dans un poste de distribution publique dans la commune de Sidi Moussa de la Société de distribution d'électricité et du gaz d'Alger (SDA), indique un communiqué de l'entreprise. Un jeune homme de 18 ans entré par effraction, vendredi aux environs de 21h30, dans un poste de distribution publique dans la commune de Sidi Moussa a été mortellement électrocuté, précise le communiqué. La victime qui s'était mise en contact direct avec une partie active, sous tension du poste a été touchée par une décharge électrique, explique la même source. Il s'agit du deuxième incident du genre après celui enregistré en 2011, déplore la SDA pour qui l'incivisme et l'inconscience sont à l'origine de tels sinistres.

R.S.



Objet d'un ouvrage collectif paru récemment

# Regards sur l'affirmation identitaire dans l'Algérie antique

■ *Édité par le Centre national de recherche en archéologie (CNRA), l'ouvrage regroupe huit contributions mettant en avant des étapes de l'affirmation identitaire à travers les multiples résistances culturelles, militaires et politiques, en plus d'un hommage particulier à la première archéologue algérienne, Kadira Fatima Kadra, disparue en 2012.*

Par Nadir HAMMOU

Des articles scientifiques abordant l'expression de l'identité algérienne et sa revendication à travers l'histoire signés par des archéologues, ont été regroupés dans un ouvrage paru récemment sous le titre de «*L'affirmation de l'identité dans l'Algérie antique et médiévale, combats et résistance*».

Édité par le Centre national de recherche en archéologie (Cnra), l'ouvrage regroupe huit contributions mettant en avant des étapes de l'affirmation identitaire à travers les multiples résistances culturelles, militaires et politiques, en plus d'un hommage particulier à la première archéologue algérienne, Kadira Fatima Kadra, disparue en 2012.

La première contribution, rédigée par l'universitaire Houaria Kadra-Hadjadj, relate de manière didactique la résistance du roi numide Jugurtha (157-104 av.J.C.) en 111 av.J.C. à l'invasion militaire romaine de l'est de la Numidie, avant d'être capturé et emmené à Rome où il

mourrut en détention.

Cet article est aussi l'occasion de rappeler les qualités de guerrier et de meneur d'hommes qu'était Jugurtha, en plus des raisons motivant son combat contre la première puissance mondiale à cette époque.

Universitaire et écrivaine, Houaria Kadra-Hadjadj est l'auteure, entre autres, de «*Jugurtha, un berbère contre Rome*» et de «*Massinissa, le grand Africain*».

Dans une approche plus généraliste, les universitaires français Philippe Leveau et Jean-Pierre Laporte reviennent sur la «*romanisation de l'Afrique*» à travers un aperçu des principaux écrits de chercheurs sur le sujet.

La résistance, l'engagement et l'attitude critique de St Augustin face aux désordres de l'Empire romain est évoqué dans cet ouvrage par l'ancien archevêque d'Alger Mgr. Henri Teissier (1988-2008) qui souligne «*la réflexion citoyenne et la perception des droits de l'homme*» de cet homme d'église né à Thagaste (Souk Ahras) en 354 et mort à Hippone (Annaba) en 430.

Le texte de Henri Teissier rappelle comment St Augustin,



évêque d'Hippone et un des quatre Pères de l'Eglise catholique romaine, jugeait l'empire pour ses violences en Afrique, la pratique de la torture et de l'esclavage sur les populations berbères, et son engagement pour la défense des droits humains.

Une contribution de l'universitaire Said Dahmani restitue les débuts de l'inclusion de l'Algérie dans l'aire musulmane et le conflit opposant, d'abord, le roi berbère Aksil ou Kasil (Koceila) au général arabe Okba Ibn Nafi, envoyé vers 663 par le calife Muawiya pour propager l'islam et annexer les territoires du Maghreb au califat.

Lors de sa conquête, Okba Ibn Nafi, ayant «*humilié et arrêté le roi berbère, avait été exterminé lui et ses compagnons lors d'une embuscade*» tendue, non loin de Biskra menée (fin du VIe), par Aksil qui «*a repris (ainsi) les rênes de Kairouan, (ville fondée*

*en 670 par Okba pour en faire un point d'appui à son armée), pendant cinq ans*».

Le texte évoque également la résistance de la reine berbère Kahina (Dihya, de son vrai nom) face à l'assaut de Hassan Ibn Nu'uman et son armée qu'elle réussit à mettre en déroute vers 698 dans les Aurès, tout en signalant que les récits historiques relatifs à cette période «*restent tendancieux et taisent beaucoup de choses*».

Des résumés de biographies de figures d'exception de l'Algérie antique figurent également dans cet ouvrage, dont celles des rois numides Massinissa, son fils aîné Micipsa et Jugurtha ainsi que des personnalités historiques plus récentes comme Bologhine Ibn Ziri ou encore le fondateur de la dynastie zianide Yaghrurassen.

Cet ouvrage du CNRA rend également hommage à la pre-

mière femme archéologue de l'Algérie indépendante, Kadira Fatima Kadra -disparue en 2012 à l'âge de 72 ans- une personnalité éminente de la recherche et de la formation en archéologie.

La fouille et la production de documentation sur les monuments funéraires royaux de l'Algérie antique était le domaine de prédilection de l'archéologue comme en témoigne l'historien et archéologue français Jean-Pierre Laporte qui l'accompagnait en 1970 lors d'une fouille dans les Djeddars de Freneda (Tiaret).

Durant sa carrière, Fatima Kadra avait publié plusieurs études scientifiques sur ces monuments d'Algérie dont la dernière, un texte de vulgarisation des connaissances sur le sujet, est publié dans cet ouvrage.

N. H./APS

## Commune d'Amieur/Tlemcen Découverte d'un charnier de chouhada

UN CHARNIER de chouhada de la glorieuse guerre de libération nationale a été découvert au lieu-dit Azaiza, dans la commune d'Amieur (Tlemcen), a-t-on appris du directeur des moudjahidine de la wilaya, Boumaaraf Djemai.

Ce lieu est une grotte où ont été encerclés une vingtaine de moudjahidine en 1958 par les forces coloniales françaises qui les ont empoisonnés en usant d'un gaz toxique, selon les premières informations.

Lors de l'inspection du site, en présence de représentants des organisations des moudjahidine (ONM) et des enfants de chouhada (Onec) et de services concernés, il a été confirmé que ce sont des ossements de martyrs, selon la même source. Une fois les ossements déterrés et les chouhada identifiés, ils seront réinhumés au carré des martyrs à l'occasion de la fête de la victoire, le 19 mars prochain, a-t-on annoncé.

R. H.

## Commémoration

### Oran se souvient de l'attentat à la voiture piégée de Medina Djedida

Les moudjahidine et les autorités locales d'Oran ont commémoré, samedi, le 53<sup>e</sup> anniversaire de l'attentat à la voiture piégée, commis par la sinistre organisation criminelle OAS, le 28 février 1962 à la place Tahtaha, cœur battant du quartier populaire de Medina Djedida.

Moudjahidine, enfants de chouhada et responsables locaux se sont donné rendez-vous devant la stèle érigée sur les lieux du drame, pour déposer des gerbes de fleurs et réciter la fatiha à la mémoire des victimes de cet abominable acte qui a endeuillé des familles entières.

L'attentat a été commis par l'OAS le mercredi 28 février 1962, vers la fin de l'après-midi, à quelques heures de la rupture du 23<sup>e</sup> jour du ramadhan. La placette «*Tahtaha*» était bondée de monde. Les badauds s'attelaient à faire leurs dernières emplettes. Le marchand de zlabia, «*Boulahya*», avait du mal à répondre à la sollicitude de ses clients tant que la demande était grande.



Ses préparations étaient incontournables sur la meïda du ramadhan des Oranais.

Il était près de 16 heures quand deux terrifiantes déflagrations se sont produites. Deux voitures piégées ont explosé semant la panique parmi la population oranaise. Le bilan a fait état de plus de 80 victimes et de centaines de blessés.

Des habitants de Medina Djedida et des quartiers limitrophes, témoins encore vivants de cette terrible journée, se souviennent encore de la barbarie de cet attentat. Des corps déchiquetés, calcinés, méconnaissables éparpillés un peu partout. Des lambeaux de chair, des membres humains collés aux murs. La sinistre OAS venait ce

jour-là de commettre l'un des plus terribles attentats dans la ville d'Oran. Cet acte est interprété comme un ultime soubresaut de désespoir des «*ultras*» dans leur tentative d'arrêter un processus historique inexorable devant mener un certain 5 juillet 1962 au recouvrement de l'indépendance nationale, au prix de mille et un sacrifices.

Fahem O.

Protection de l'environnement

# 15 000 plants mis en terre sur les hauteurs d'Arzew

■ Placée sous le slogan «Plantons ensemble un arbre pour chaque Algérien», cette campagne vise à promouvoir et à développer le sens environnemental au sein des couches de la société.

Par Farid L.

Quinze mille plants de pin d'Alep et d'eucalyptus ont été mis en terre, au cours d'une campagne de reboisement qui a visé les hauteurs de la ville d'Arzew. Cette campagne a vu la participation des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Gendarmerie nationale. Elle a touché 15 hectares d'un espace boisé, ravagé l'été dernier, par un incendie, a-t-on appris de la Conservation des forêts de la wilaya. L'opération a été organisée en coordination avec l'Organisation nationale pour la sauvegarde de l'environnement et de l'échange touristique, et la Conservation des forêts de la wilaya d'Oran. Placée sous le slogan «Plantons ensemble un arbre pour chaque Algérien», cette campagne vise à promouvoir et à développer le

## Catastrophes maritimes Forte baisse du nombre de victimes en Chine en 2014

LES CATASTROPHES maritimes ont provoqué la mort de 24 personnes en Chine en 2014, a annoncé l'Administration nationale des affaires océaniques dans un rapport publié samedi. Ce bilan représente une forte baisse par rapport à celui de 121 morts ou disparus pour l'année 2013. Les courants maritimes dangereux ont tué 18 personnes, tandis que les ondes de tempêtes côtières ont fait six morts, selon le rapport. Les pertes économiques directes causées par les catastrophes maritimes ont également baissé à 13,61 milliards de yuans (2,16 milliards de dollars) en 2014, contre 16,35 milliards de yuans en 2013, précise ce rapport annuel. La plupart des pertes sont le fruit de neuf ondes de tempêtes, indique le rapport. Parmi ces ondes, celles générées par le super typhon Rammasun, en juillet, et le typhon Kalmaegi, en septembre, ont été les plus destructrices et ont engendré 12,36 milliards de yuans de pertes économiques directes dans les provinces de Guangdong et de Hainan et dans la région autonome Zhuang du Guangxi. Les pertes humaines et économiques pour 2014 sont inférieures à la moyenne de ces dix dernières années, précise le rapport. R. E.

sens environnemental au sein des couches de la société, expliquent les organisateurs, ajoutant que le but est la concrétisation du projet «Cité verte, route verte, bouclier vert» et le renforcement des liens entre l'armée et la nation. Des campagnes de reboisement similaires ont été organisées dans diverses régions du pays et des ateliers de formation aux techniques de mise en terre de plans arboricoles sont prévus dans le cadre du Plan vert 2015. Différentes actions sont prévues au titre de ce plan qui a fait l'objet de plusieurs rencontres avec l'ensemble des parties concernées par les questions environnementales (commune, directions de l'environnement et de la jeunesse



se et des sports) ainsi que les comités de quartiers. Dans ce sens, l'Association de protection de la nature et de l'environnement (APNE), a annoncé il y a quelques jours le lancement de vingt ateliers de formation aux techniques de mise en terre de

plans arboricoles. Cette formation est destinée aux élèves des établissements scolaires, aux jeunes structurés dans des associations de quartiers et aux adhérents des maisons de jeunes. Le président de l'APNE, une association connue à

Constantine pour ses nombreuses initiatives dans le domaine environnemental, a indiqué que l'objectif de l'initiative est de délivrer un «message vert» de manière pédagogique.

F. L./APS

Négociations internationales sur le climat

## L'Europe met au débat ses engagements pour la COP 21

La Commission européenne a publié son projet de contribution pour les négociations internationales sur le climat. Le texte qualifié de «flou artistique» par le RAC, doit être adopté par les Etats membres au plus tard le 20 mars. La Commission européenne a publié sa vision d'une Union de l'énergie accompagnée de son projet de réduction d'émissions de gaz à effet de serre en vue de la COP de Paris. Lors de la conférence de Varsovie de 2013, les pays avaient décidé d'annoncer leurs propres engagements climatiques avant le 31 mars 2015. L'Europe est ainsi la première à mettre sur la table ses engagements et à exprimer ses desiderata concernant le futur protocole international. Elle appelle d'ailleurs «toutes les parties de la convention-cadre des Nations unies contre le changement climatique (ccnucc) à soumettre bien à l'avance leur contribution (INDC)». L'Europe estime que la Chine, les Etats-Unis et les autres pays du G20 «devraient être en mesure de le faire pour le premier trimestre de 2015». Elle laisse plus de flexibilité pour les pays les moins développés. Le document proposé par la Commission se base sur l'accord européen conclu par les chefs d'Etat de l'UE-28 en octobre 2014. Il doit encore être validé par les Etats membres «soit le 27

février (par les ambassadeurs), soit le 6 mars (par les ministres), ou au plus tard par les chefs d'Etat les 19-20 mars, en cas de désaccords persistants», précise le Réseau Action Climat (RAC).

### Une copie peu précise

Dans ce document, la Commission européenne prône un accord «juridiquement contraignant, transparent et dynamique, contenant des engagements justes et ambitieux». L'ensemble de ces engagements devraient permettre de réduire les émissions mondiales de GES d'au moins 60% par rapport à 2010 d'ici à 2050. Pour l'Europe, il est essentiel de prévoir une mise à jour des engagements tous les cinq ans, assortie d'un ensemble de règles communes pour déclarer annuellement et vérifier les émissions de GES. Bruxelles attend de la Chine et des Etats-Unis qu'ils fassent preuve de leadership à ses côtés pour une ratification rapide du protocole. «Tous les pays du G20, qui représentent environ 75% des émissions mondiales, ainsi que d'autres pays à revenu intermédiaire devraient ratifier le Protocole dans les meilleurs délais et le mettre en œuvre à partir de 2020», peut-on lire dans la

communication de la Commission. Sans surprise, l'Europe se fixe une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici à 2030 par rapport à 1990 conformément au paquet climat-énergie 2030. «Cet objectif est ambitieux et équitable et est en ligne avec un objectif d'au moins 80% de réductions domestiques d'ici à 2050», précise le document. Pour y parvenir, l'Europe mise sur une réduction de l'intensité carbone de son économie de 50% sur la période, et cite le plan d'investissement européen pour décarboner l'économie européenne. Des précisions qui laissent sur sa faim le RAC qui dénonce l'absence de détails sur le partage de l'objectif entre les Etats membres et les mesures politiques mises en œuvre. «Le contenu de l'annonce de Bruxelles laisse une impression de flou artistique», commente l'ONG. Alors que l'Europe souhaitait que «les grands pays pollueurs annoncent des engagements clairs et précis, détaillant les tonnes de CO2 qui seront réduites et expliquant pourquoi leur contribution est jugée ambitieuse et équitable, le document qu'elle publie est à l'inverse de cela», ajoute l'association qui appelle les ministres européens à améliorer la copie.

S.D./agence

Nucléaire

## Les pourparlers entrent dans une phase cruciale

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif a indiqué que les pourparlers sur le nucléaire avec les six grandes puissances mondiales étaient entrés dans une phase cruciale. Zarif a fait cette remarque lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue italien Paolo Gentiloni, précisant que l'Iran et les Etats-Unis avaient eu des

négociations détaillées et fructueuses dans la ville de Genève, en Suisse, du 21 au 23 février. Le responsable iranien a également indiqué que son pays et le groupe «5+1», incluant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne, feraient d'autres avancées, particulièrement en levant les sanctions contre Téhéran,

lors du cycle de négociations à venir à Genève la semaine prochaine. L'Iran et le groupe «5+1» ont fait «des avancées sérieuses» à Genève dimanche dernier, a-t-il assuré, ajoutant que l'accord final serait obtenu à condition que les parties autour de la table s'accordent sur toutes les questions liées au programme nucléaire iranien. De son

côté, Gentiloni a exprimé le soutien de son pays aux tentatives diplomatiques pour un rapprochement au sujet de la question du nucléaire iranien, avant d'espérer qu'un possible accord sur le nucléaire entre l'Iran et les six grandes puissances mondiales permettrait le développement des relations entre l'Iran et l'Italie. D.C.



## Ouargla

## Près de 10 000 emplois créés en 2014

■ Retenus au profit de la catégorie sociale âgée entre 18 et 59 ans, ces emplois ont été générés au titre du programme des Contrats d'activités d'insertion sociale.

Par Salim O./APS

Neuf mille cinq cent trente-trois emplois ont été créés en 2014 dans la wilaya de Ouargla par le biais des différents dispositifs d'emploi, a-t-on appris des responsables de la Direction locale de l'action sociale (DAS).

Retenus au profit de la catégorie sociale âgée entre 18 et 59 ans, ces emplois ont été générés au titre du programme des Contrats d'activités d'insertion sociale (CAIS) avec 6 700 postes, du Programme d'insertion des diplômés (PID) avec 1 336 postes, a précisé le directeur du secteur, Slimi Saad. Le même responsable a relevé également que plus de 1 000 demandeurs d'emploi ont été également embauchés au cours



de la même période dans le cadre du programme de travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO) au niveau des différentes communes de la wilaya. Ces placements ont été concrétisés à la faveur de 71 projets de développement, d'une enveloppe financière de 121 millions DA, retenus

à travers l'ensemble des collectivités locales. Concernant le programme «Blanche Algérie», 480 emplois ont été créés par 60 opérations d'un coût global de 204 millions DA. Les chantiers de ce programme ont concerné notamment les actions d'aménagement, d'hygiène de l'environnement, d'assainissement et

d'embellissement du cadre urbain, a-t-il indiqué. La même source a estimé que ces emplois qui s'inscrivent au titre de l'insertion sociale des demandeurs d'emploi ont contribué «largement» à l'absorption du chômage dans la région.

S. O./APS

## Ain Témouchent

## Raccordement de plus de 2 400 foyers au réseau de gaz de ville en 2015

Pas moins de 2 474 foyers de la wilaya d'Ain Témouchent seront raccordés, en 2015, au réseau de gaz de ville, a-t-on appris de l'antenne locale de la Société de distribution d'électricité et du gaz de l'Ouest (SDO).

Les travaux de raccordement qui sont en cours, concernent huit communes, à savoir Ouled Kihal (764 foyers), Hassasna (650), M'said (413), Ouled Berkèche (270), Aougbellil (159), Sid Ourièche (149), Aghlal (44) et Bouzedjar (25), a indiqué la chargée de communication auprès de cet organisme. Le taux

d'avancement des travaux de cette opération inscrite au titre de la seconde tranche du programme quinquennal 2010/2014, varie, selon la même source, entre 20 et 50%. Leur achèvement est prévu pour l'année en cours, a-t-on ajouté. Par ailleurs, la première tranche du programme 2014 a été concernée par le lancement de travaux de raccordement de 2 290 aux réseaux de gaz de ville au niveau de sept communes sur les 28 que compte la wilaya. Les communes concernées par cette première tranche sont Oued Sebbah,

Tamazoura, Terga, Sidi Boumediène, Chentouf, Kihal et Ouled Boudjemâa. Ce programme a porté le nombre total des abonnés de la wilaya d'Ain Témouchent à 47 800 pour le gaz de ville pour un taux de raccordement estimé à 63%.

Durant l'exercice 2014, un total de 7 795 foyers de la wilaya d'Ain Témouchent ont été approvisionnés en énergie électrique et gazière dont 3 859 pour l'électricité, notamment dans les communes de Terga, Oued Sebbah et Ouled Boudjemâa, a-t-on rappelé.

N.T./APS

## Ghardaïa

## Des dizaines de citoyens volontaires en formation pour les secours

Cent trente sept citoyens volontaires de différentes couches sociales de la wilaya de Ghardaïa, dont 5 femmes, poursuivent actuellement une formation performante de 2<sup>e</sup> degré aux gestes de secours, de sauvetage et de prévention de risques, a-t-on appris dimanche des responsables locaux de la Protection civile (PC).

Ces citoyens volontaires de proximité ont été initiés auparavant aux premiers gestes et actes de «prompt secours» dispensés par les agents de la PC dans les différentes structures se trouvant sur l'ensemble du territoire de la wilaya de Ghardaïa, avant de bénéficier de cette formation performante de 2<sup>e</sup> degré pour leur

permettre de devenir des secouristes volontaires dans leurs quartiers, a-t-on expliqué, en marge de la célébration de la Journée mondiale de la PC.

Cette initiative a pour objectif d'améliorer les plans de secours et d'alerte dans les différents quartiers et localités de la wilaya de Ghardaïa, avec une possibilité de doter ces secouristes de proximité d'équipements nécessaires pour faire face aux risques de catastrophes naturelles (inondation, incendie, explosion de gaz et autres) auxquels sont exposées les localités, notamment les ksour de la région, dont la conception architecturale rend inaccessibles les véhicules de la PC, selon la même source.

Pas moins de 1 568 citoyens de différentes couches sociales,

dont 430 femmes, ont bénéficié d'une formation aux gestes de premiers secours, de sauvetage et de prévention de risques dans la wilaya de Ghardaïa, depuis le lancement de cette opération de formation de secouristes de proximité, indiquent les statistiques de la direction de la Protection civile.

Les services de la PC s'attellent à élargir qualitativement et territorialement cette formation de masse d'équipes de volontaires, en vue d'inculquer à toutes les composantes de la société une culture de la prévention et à amener le citoyen à assurer sa propre protection et celle d'autrui, ont souligné les responsables de la PC de Ghardaïa. Dans le cadre de la

célébration annuelle de la Journée mondiale de la PC (1<sup>er</sup> mars), des portes ouvertes sont organisées dans les différentes casernes de la Protection civile se trouvant dans la wilaya, pour expliquer les risques aux catastrophes naturelles et les circonstances d'urgence, la présentation des équipements de secours, ainsi que de simuler des opérations de secours, de sauvetage et d'extinction des incendies.

La résolution instituant la Journée mondiale de la Protection civile avait été adoptée en 1990 par la 9<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Organisation Internationale de la Protection Civile (OIPC), fondée le 1<sup>er</sup> mars 1972, indiquent les services de la Protection civile.

Ali O.

## Collecte et production de lait frais Tizi-Ouzou dans le peloton de tête au niveau national

LA WILAYA de Tizi-Ouzou figure dans le peloton de tête, en matière de collecte et production de lait frais de vache à l'échelle nationale, a-t-on appris auprès d'un responsable de la direction locale des services agricoles (DSA). Avec une collecte de 87 millions de litres de lait de vache, en 2014, la wilaya a occupé la deuxième place nationale, derrière Sétif, a indiqué le chef du service de la production animale à la DSA, Ali Oukaci. Il a signalé que cette collecte a été réalisée par un réseau de 142 collecteurs agréés, dont le nombre ne dépassait pas les 99 en 2013. Durant la même année 2014, Tizi-Ouzou a, en outre, été classée cinquième à l'échelle nationale en matière de production de lait frais, en réalisant une production de plus de 144 millions de litres, dont 130 millions de litres de lait de vache, a ajouté le même responsable. Cette performance est le fait de 4 590 producteurs de lait, dont le produit bénéficie, actuellement, d'un soutien de l'Etat, à raison de 12 DA pour chaque litre produit, 5 DA pour chaque litre collecté et 4 DA pour chaque litre de lait transformé, a-t-on souligné de même source.

L.K.

## Chlef

## Décès d'une fillette dans l'incendie du domicile familial

Une fillette âgée de cinq ans est décédée, samedi à l'aube, après avoir été brûlée dans un incendie survenu dans le domicile familial, sis à la cité Chorfa, dans la commune de Chlef, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya. «La fillette est morte aux environs de 5h30 dans sa chambre qui a complètement été ravagée par le feu», a indiqué le chargé de la communication à la direction de la Protection civile, le commandant Ahmed Medah, soulignant que le matériau de base de la maison, construite en préfabriqué, a malheureusement contribué à la propagation du feu qui s'est propagé dans tout le domicile. Les éléments de la Protection civile ont investi les lieux, dès l'annonce de l'accident, en vue de l'extinction de l'incendie et l'empêchement de la propagation des flammes aux autres maisons avoisinantes montées également en préfabriqué, a ajouté le commandant Medah. La victime, a-t-il dit, a été évacuée à l'hôpital de Chorfa, où se trouve aussi sa mère dans un état de choc. Une enquête est en cours, en vue de déterminer les circonstances exactes de cet incendie, a-t-on précisé de même source.

R.R.

Un test cutané pour détecter les maladies d'Alzheimer et de Parkinson  
Vers un meilleur diagnostic

**DES CHERCHEURS** mexicains viennent de mettre au point un test qui détecterait les maladies de Parkinson et d'Alzheimer grâce à une simple biopsie cutanée. Un dispositif qui pourrait permettre aux médecins de diagnostiquer plus rapidement ces pathologies. Une équipe de chercheurs vient de mettre au point un test cutané qui serait capable de diagnostiquer les maladies de Parkinson et d'Alzheimer. Les résultats de cette étude, menée par le National Council of Science and Technology de Mexico (Mexique), devraient être présentés en avril 2015 au 67<sup>e</sup> Congrès annuel de l'American Academy of Neurology.

Le principe du test est simple, mais redoutablement pertinent : il s'agit de prélever un morceau de peau du patient (un acte appelé «biopsie cutanée») et de l'analyser afin d'y déceler des traces de protéines altérées par l'une ou l'autre de ces maladies. Un diagnostic plus précoce L'étude, menée sur 65 personnes (dont 20 souffrant d'Alzheimer, 16 de Parkinson, 17 de démence et 12 en bonne santé) a permis de révéler que les personnes souffrant d'Alzheimer ou de Parkinson présentaient des taux de protéine sept fois supérieurs à la moyenne et que les personnes ne souffrant que de la maladie de Parkinson présentaient en plus un taux d'alpha-synucléine huit fois supérieur à la normale. «Bien évidemment, ces recherches méritent d'être approfondies mais les premiers résultats sont encourageants, assure l'defonso Rodriguez-Leyva, le principal auteur de l'étude. Dans le futur, ce test cutané pourrait permettre au personnel médical de détecter beaucoup plus tôt les maladies d'Alzheimer et de Parkinson. Nous espérons également étendre ce test à d'autres maladies neurodégénératives.»

R.S.

«Sous estimées en Algérie» selon des spécialistes

## Maladies orphelines, maladies rares sous diagnostiquées

■ Les maladies rares, appelées également maladies orphelines sont «sous estimées» et «sous diagnostiquées» en Algérie, ont regretté des participants à une conférence sur le thème organisé samedi à Alger.

Par Souhila..K

Des spécialistes, des représentants d'associations, mais également des malades souffrant de ces pathologies ont jugé nécessaire de sensibiliser aux problématiques liées aux maladies rares dont les patients sont «nombreux». «La journée vise à sensibiliser les professionnels de la santé, le grand public et les autorités, sur les maladies rares et leur impact sur la vie des patients en Algérie et aux problématiques liées aux maladies rares, sous-estimée et sous-diagnostiquée», ont expliqué les organisateurs. Les organisateurs de cette journée, célébrée depuis 2008 en Algérie, ont choisi le thème «Vivre avec une maladie rare : ensemble jour après jour» pour faire la lumière sur l'importance de faire valoir l'accès aux droits communs à tous les malades concernés. Il s'agit de l'accès au diagnostic, à l'information, à la citoyenneté, aux soins, aux thérapies innovantes et aux traitements. La journée est également un hommage aux patients, leurs familles et proches qui vivent au quotidien avec les maladies rares, ont indiqué les organisateurs. Une maladie rare est toute maladie dont

la fréquence est faible et concerne moins d'une personne sur 2000. Il existe actuellement 7 000 à 8 000 maladies rares répertoriées. L'Algérie compte entre deux millions et deux millions et demi de personnes souffrant de maladies orphelines et qui touchent une personne sur deux mille dans le monde, selon les intervenants. 75% de ces maladies touchent les enfants mais elles peuvent survenir à n'importe quel âge, même adulte, est-il précisé. Certaines maladies n'affectent que les garçons. Les symptômes sont variés, complexes et évolutifs, non spécifiques, et une même maladie peut avoir des symptômes différents d'une personne à une autre. Toutes les fonctions peuvent être touchées et ces affections sont souvent chroniques et évoluent vers un handicap lorsqu'elles ne sont pas prises en charge à temps. Les conférenciers ont souligné que si le diagnostic est positif dans la période prénatale, il est possible de procéder à une interruption volontaire de la grossesse (IVG) puisque la loi l'autorise dans le cas où la vie de la mère est mise en danger. Le dépistage précoce à la naissance dans la plage de zéro à 2 ans est également



Ph. &gt; D. R.

conseillé. Ils ont rappelé que 20% des cas sont provoqués par des facteurs environnementaux (médicaments, pollutions, produits toxiques et stress) et 80% sont génétiques et sont provoqués par les mariages consanguins. En néphrologie comme en pédiatrie, en neurologie et en hématologie, il y a de nombreuses maladies orphelines, très souvent héréditaires qui nécessitent une prise en charge rigoureuse, est-il précisé. Un appel à l'adresse du mouvement associatif a été lancé pour plus de solidarité avec les parents des enfants souffrant de maladies rares et pour l'octroi de moyens à même d'alléger la souffrance de cette catégorie. Un autre appel a été lancé aux pouvoirs politiques pour une meilleure prise en charge des enfants malades, notamment ceux dont le cas nécessite une alimentation spécifique ou une scolarité adaptée à certains de leurs handicaps. Il était également

question de l'amélioration des conditions d'insertion sociale des malades par la mise en place de structures spécialisées et d'un programme et une stratégie nationale, à l'instar de celle de la lutte contre le cancer. «Les maladies rares et orphelines nécessitent une véritable stratégie de prise en charge et un programme national de soins pour permettre aux malades de mener un train de vie normal et équilibré», ont convenu les différents intervenants. La Journée mondiale des maladies rares est célébrée chaque année le 28 février en présence des médecins, des malades et du mouvement associatif. Plusieurs manifestations ont été prévues à l'occasion dont cette conférence organisée par l'association Williams et Beuren et l'association Shiffa des maladies neuromusculaires en partenariat avec Sanofi Company.

S.K

### Listériose en Algérie

## Les spécialistes déplorent l'absence de base de données

Aucune base de données ni information de la listériose en Algérie n'existe à ce jour, ont déploré des microbiologistes et des médecins vétérinaires. Ils ont précisé, lors d'une journée scientifique consacrée à cette pathologie, à l'Ecole nationale supérieure vétérinaire (ENSV), que «si l'infection paraît rare, c'est parce qu'elle est sous-diagnostiquée». «C'est la première fois qu'on organise une journée sur la listériose et la thématique choisie est liée au fait qu'en faisant des recherches, nous n'avons trouvé aucune base de données ou information relative à la listériose

dans notre pays», a souligné le docteur en sciences vétérinaires Leila Bouayad. La listériose est une infection par bactéries listéria qui existent un peu partout dans la nature et peuvent déclencher une maladie infectieuse chez l'homme. Ces bactéries sont transmises directement à l'homme à travers des aliments crus d'origine animale. L'infection peut être indirecte aussi par le biais d'animaux malades comme les moutons, les chèvres, les oiseaux et les lapins. C'est un agent pathogène qui cause chez les personnes à risque des dégâts importants allant jusqu'au décès, note le D' Bouayad, précisant également que la listériose

existe et «si on estime qu'elle est rare, c'est parce qu'elle est sous-diagnostiquée faute de moyens. Les participants à cette rencontre scientifique ont appelé les pouvoirs publics à rendre la recherche de ce germe «obligatoire» dans toutes les matrices alimentaires, car la législation algérienne «limite cette recherche dans le lait et les produits dérivés seulement». Ils ont préconisé également l'instauration d'une instance intersectorielle pour la création d'une base de données, afin de prendre en charge cette infection dans tous ses aspects.

Rym.H

### Ebola

## L'OMS inquiète pour les «foyers de réticence» en Guinée

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait part de son inquiétude face aux quelques «foyers de réticence» en Guinée dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola qui a fait plus de 9 500 morts en Afrique de l'Ouest. Cette inquiétude a été exprimée par la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Mshidiso Moeti, lors d'une rencontre cette semaine avec le président guinéen Alpha Condé, a indiqué samedi l'organisation dans un communiqué.

M<sup>me</sup> Moeti, en tournée dans le pays pour s'informer sur l'action

menée contre le virus, a fait le constat de «résistances au sein de certaines communautés qui ont tourné parfois à la violence physique».

De tels comportements risquent d'entraver le travail des équipes déployées sur le terrain en vue de mener à bien la riposte internationale contre l'épidémie, selon l'agence onusienne. La responsable régionale de l'OMS a expliqué au président guinéen que «depuis sa prise de fonction le 1<sup>er</sup> février 2015, elle fait de l'éradication de la maladie à virus Ebola sa première priorité». Il

s'agit, selon elle, de «voir comment intensifier l'appui de l'organisation et surtout mieux l'orienter». Le président guinéen, Alpha Condé, a de son côté exprimé l'espoir de voir aboutir les efforts en cours afin de mettre un terme à la transmission du virus à la date butoir du 10 mars prochain, tout en se disant «inquiet» face à la nouvelle recrudescence de la maladie. Pour le chef de l'Etat guinéen, «les difficultés constatées sont en partie dues aux enterrements communautaires non sécurisés, notamment à Conakry». Jeudi dernier, l'OMS

et la Mission Ebola de l'ONU avaient prévenu que les enterrements dangereux posent un défi et qu'«un nombre significatif» de personnes sont encore réticents à demander un traitement pour le virus qui a touché plus de 23 500 personnes en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone.

Le virus Ebola se transmet par contact direct avec le sang, les liquides biologiques ou les tissus de personnes ou d'animaux infectés. Il laisse peu de chances de survie, soit en moyenne 47 pc pour l'épidémie actuelle.

S.B.





## Tunisie

# Gel des prix pour six mois de produits subventionnés

■ Cette mesure qui figure parmi les 5 priorités du ministère et qui s'inscrit dans le cadre de son programme pour les 100 premiers jours, vise à « stabiliser les prix des produits subventionnés et encadrés malgré une augmentation de la production des matières de base subventionnées ».

Par Mondji Tahri/Agence

Le département du Commerce envisage de geler les prix de certains produits subventionnés pour une période minimum de 6 mois, a annoncé le ministre du Commerce Ridha Lahouel, dans une interview accordée à l'agence TAP. « La Caisse générale de compensation se chargera des éventuelles retombées financières de ce gel », a ajouté le ministre.

Cette mesure qui figure parmi les 5 priorités du ministère et qui s'inscrit dans le cadre de son programme pour les 100 premiers jours, vise à « stabiliser les prix des produits subventionnés et encadrés malgré une augmentation du coût de production des matières de base subventionnées », a-t-il dit. Généralement, le département du commerce va œuvrer à ne plus décider une augmentation au cours de cette année.

Au contraire, d'après Lahouel, le ministère envisage de réviser, en concertation avec la profession, les prix de certains produits dans le sens d'une baisse. Selon le ministre du Commerce, la maîtrise des prix est une responsabilité partagée entre l'administration, les organisations nationales et la profession. « Parmi les priorités du département du commerce, la réduction du taux d'inflation de 5,5% en janvier 2015 à 5% à la fin du mois de mai prochain (période qui correspond au plan du gouvernement pour les 100 jours) », a déclaré le ministre. L'effort sera également focalisé

sur la réduction du déficit commercial de 14%. a-t-il dit, rappelant que ce déficit a été estimé, à fin 2014, à 13,6 milliards de dinars. Autres priorités citées par le ministre, le maintien des prix de certains produits libéralisés sans augmentation, toujours en concertation avec la profession, l'intensification du contrôle économique au niveau des différents circuits de distribution et aussi le suivi du trafic des produits les plus échangés et ciblés par tous avec les différents intervenants. Ridha Lahouel, ministre du Commerce a souligné que la question de l'aggravation du déficit commercial constitue aussi une priorité pour son département. D'après lui, des démarches seront engagées pour intensifier le contrôle technique à l'importation et rationaliser les importations des produits de consommation qui existent déjà en Tunisie et qui ne sont pas destinés à la transformation. Le ministre a aussi formulé le souhait de voir l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) adopter, le plutôt possible, le 3<sup>e</sup> programme d'appui à l'exportation qui concerne environ 1000 entreprises tunisiennes.

## Nécessité de mettre à jour les réglementations tunisiennes

Le ministre du Commerce a déclaré à l'agence TAP, que parmi les priorités de son département figure aussi l'adaptation des réglementations et lois tunisiennes au contexte international et aux engagements de la



Ph. : DR

Tunisie avec l'extérieur. Il a évoqué, dans ce contexte, la nécessité d'amender la loi sur la concurrence et les prix, la loi sur la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité industrielle et les projets de lois liés à la simplification des dispositions administratives visant à améliorer le climat d'affaires. Lahouel estime également que le décret régissant les

élections des chambres de commerce et d'industrie doit être révisé et amendé. S'agissant de la situation du Conseil de la concurrence, absent durant la dernière période de la scène commerciale, Lahouel a fait savoir que son département a déjà soumis des dossiers au Conseil. Il a affirmé avoir demandé au président de cette structure

d'examiner volontairement plusieurs infractions concernant le monopole, le partage du marché et autres dépassements à la loi sur la concurrence et les prix.

« Dans toute économie libérale, le Conseil de la concurrence doit jouer son rôle de régulateur », a conclu le ministre du Commerce.

M. T./agence

## Libye

## La Turquie accusée d'armer les islamistes

Le Premier ministre libyen Abdallah al Thinni, dont le gouvernement est seul reconnu par la communauté internationale, accuse la Turquie d'armer ses rivaux de l'« Aube libyenne » qui contrôlent la capitale Tripoli depuis août dernier. « La Turquie est un Etat qui ne se comporte pas honnêtement avec nous. Elle exporte des armes afin que les Libyens s'entre-tuent », a-t-il affirmé dans une interview à la chaîne de télévision égyptienne CBC. Le ministre turc des Affaires étrangères a rejeté aujourd'hui ces accusations.

« Au lieu de toujours répéter les mêmes allégations sans fondement, nous ne pouvons qu'inciter le gouvernement libyen à soutenir les efforts des Nations unies en vue d'un accord politique », a dit Tanju Bilgic, porte-parole du ministère. « Notre politique envers la Libye est très claire : nous sommes contre toute ingérence extérieure et nous appuyons sans réserve le dialogue politique en cours mené sous l'égide des médiateurs de l'Onu », a-t-il ajouté. Abdallah al Thinni a redit à CBC que son gouvernement exclurait les sociétés

turques de tout contrat dans les territoires qu'il contrôle dans l'est de la Libye. La Turquie, parfois accusée de sympathie envers les islamistes, est l'un des rares pays à avoir reçu publiquement des représentants de l'« Aube libyenne », une coalition de milices qui a installé son propre gouvernement à Tripoli et y a rétabli l'ancien Parlement, le Congrès général national (CGN). Le Premier ministre libyen a également mis en cause dans son interview le Qatar, qu'il accuse aussi de soutenir ses rivaux.

Lamia K./agence

## Sahara occidental

## Une délégation du Front Polisario en visite de travail à Moscou

Une délégation du Front Polisario, conduite par le coordinateur sahraoui avec la Minurso, M'hamed Kheddad, s'est entretenue au cours de son séjour en Russie avec de nombreux responsables russes, a indiqué le représentant du front Polisario à Moscou, Ali Salem Mohamed Fadel, cité par l'agence de presse sahraouie (SPS). La délégation du Front Polisario en visite en Russie a été reçue, à l'Institut des études orientales de l'Académie russe des sciences, par son président, Vitaly Naumkin.

A cette occasion, une conférence-débat avec des académiciens et experts a été organisée autour du thème « Sahara occidental : les perspectives de paix ». Les membres de la délégation sahraouie ont été également reçus au siège de l'Union des producteurs du pétrole et du gaz de Russie par son vice-président, Gissa Guchet. Les entretiens ont tourné autour des possibilités de coopération entre les deux parties dans

le domaine de l'énergie et des mines, a précisé la même source. Pour sa part, la délégation sahraouie a présenté un exposé sur les potentialités économiques du Sahara occidental et des relations de la RASD avec les entreprises étrangères qui ont déjà signé des accords d'exploration, notamment dans le domaine du pétrole. Les deux parties ont convenu de se revoir, en vue de poursuivre le dialogue et cerner les domaines de coopération future, a-t-on souligné.

La délégation a, par ailleurs, rencontré au siège du Conseil russe des affaires internationales le directeur général de cette influente institution de conseils diplomatiques, Andrey V. Kortunov, en présence d'experts. La délégation du Front Polisario a fait un tour d'horizon de la situation au Sahara occidental, mettant en relief le blocage, depuis des décennies, du processus de décolonisation du Sahara occidental. « Un blocage dont la responsabilité incombe

certes à l'occupant marocain, mais surtout à la protection dont il jouit d'un membre permanent du Conseil de sécurité, à savoir la France, au mépris des résolutions du Conseil de sécurité et de la charte des Nations unies », a relevé un des membres de la délégation.

## Le PM sahraoui déplore le manque de volonté politique chez le Maroc

Le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Oumar, a déploré le manque de volonté politique chez la partie marocaine pour une solution juste et durable au conflit au Sahara occidental conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, a rapporté l'agence de presse sahraouie. Dans un discours prononcé à l'occasion des célébrations du 39<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Taleb Oumar a appelé à permettre au

peuple sahraoui l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Le Premier ministre sahraoui a souligné que le Maroc « multiplie ses entraves devant les efforts de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour résoudre le conflit et toutes ses tentatives ont été vouées à l'échec », appelant cette organisation internationale à accélérer la mise en œuvre d'un référendum libre, juste et démocratique.

Il a appelé le peuple sahraoui à « s'unir autour du Front Polisario, son représentant légitime, pour faire aboutir ses aspirations à édifier son Etat indépendant et exercer sa souveraineté à travers ses institutions dont il en dispose ». Taleb Oumar a réitéré l'appel du gouvernement sahraoui aux organisateurs du Forum Crans Montana d'annuler l'organisation de sa prochaine session prévue à Dakhla occupée, rappelant à l'Espagne sa responsabilité historique et juridique envers la décolonisation du Sahara occidental.

Maya F./SPS



Russie

# A Moscou une marche en hommage à Boris Nemstov

■ Au moins 10 000 Russes participaient hier après-midi à une marche dans Moscou en hommage à Boris Nemstov, l'opposant et ancien vice-Premier ministre russe assassiné vendredi près du Kremlin, selon des journalistes de l'AFP sur place.



Un organisateur affirme même que plus de 70 000 personnes sont présentes. «Il est mort pour l'avenir de la Russie», «Il s'est battu pour une Russie libre», pouvait-on lire sur les pancartes tenues par les manifestants. La police a pour sa part fait état de 16 000 participants pour cette marche qui a été autorisée par les autorités en plein centre de la capitale russe. Les entrées du métro près du point de départ de la marche étaient quasiment inaccessibles en raison de la foule. A Saint-Petersbourg, la deuxième ville du pays, plus de 6000 personnes, selon la police,

se sont également rassemblées pour honorer la mémoire de l'opposant. Le meurtre de l'opposant vendredi un peu avant minuit a été un choc brutal pour ses partisans et des milliers d'anonymes. Il a provoqué un concert de condamnations indignées dans la communauté internationale. Le président Vladimir Poutine s'est engagé samedi à châtier les assassins de Nemstov. «Tout sera fait pour que les organisateurs et exécutants de ce crime lâche et cynique reçoivent le châtiment qu'ils méritent», a affirmé Poutine dans un message de condoléances à la mère de Boris Nemstov.

L'opposition a renoncé à la manifestation prévue dans le sud-est de Moscou pour la remplacer par une marche, jusqu'au pont où a été tué Boris Nemstov de quatre balles dans le dos. Hier, le pont où l'opposant de 55 ans a été tué alors qu'il se promenait à pied avec une jeune femme venue d'Ukraine présentée comme sa compagne était couvert de montagnes de fleurs, de bougies, de photos ou de messages apportés par des personnalités connues et une foule d'anonymes. Quelques heures avant d'être assassiné, Nemstov, avait appelé, sur les ondes de la radio Echo de Moscou, à manifester hier dans la capitale contre "l'agression de Vladimir Poutine en Ukraine. Selon le Comité d'enquête de Moscou, le meurtre de l'ancien vice-Premier ministre du président Boris Eltsine devenu un opposant radical à Vladimir Poutine, a été «minutieusement planifié». Alors que la police était à la recherche du ou des assassins, les autorités ont annoncé étudier toutes les pistes: le crime politique comme la piste islamiste, Boris Nemstov ayant reçu des menaces à la suite de son soutien au journal satirique français *Charlie Hebdo*. La piste d'un assassinat lié au conflit ukrainien a été également

évoquée par les autorités. Nemstov était par ailleurs en train de préparer un rapport détaillé sur la présence de soldats russes dans l'est de l'Ukraine, alors que Moscou dément toute implication de ses troupes auprès des rebelles séparatistes. Des sources policières anonymes citées par les agences de presse russes ont évoqué une éventuelle piste d'ultra-nationalistes d'extrême droite. Les dirigeants occidentaux, dont le président américain Barack Obama, ont condamné «le meurtre brutal» de l'opposant. Le président français François Hollande a dénoncé «un odieux assassinat», la chancelière allemande Angela Merkel a appelé Poutine à faire la lumière sur ce «meurtre lâche». Boris Nemstov «était un pont entre l'Ukraine et la Russie, et ce pont a été détruit par les coups de feu d'un assassin. Je pense que ce n'est pas par hasard», a réagi le président ukrainien Petro Porochenko. L'ancienne dissidente et opposante au Kremlin Lioudmila Alexeewa a résumé le sentiment de ceux qui soutenaient Boris Nemstov dans sa lutte contre les autorités : «C'est un épouvantable assassinat politique». Du côté des alliés du Kremlin, l'accôt est mis avant tout sur l'as-

pect «provocateur» de cet assassinat et les risques de déstabilisation de la Russie. «Poutine a déclaré que cet assassinat brutal portait les marques d'un meurtre commandité et avait tout d'une provocation», avait immédiatement indiqué son porte-parole, Dmitri Peskov. Un responsable du Parti communiste, Ivan Melnikov, a estimé qu'il s'agissait d'une "provocation destinée à relancer l'hystérie antirusse à l'étranger". L'ancien numéro un soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a déploré la mort de Boris Nemstov, exprimant la crainte que les assassins ne soient pas arrêtés. Plusieurs opposants ont été tués ces dernières années en Russie, notamment la militante des droits de l'homme Natalia Estemirova en Tchétchénie, l'avocat Stanislav Markelov et la journaliste Anastasia Babourova à Moscou, de même que la journaliste Anna Politkovskaïa. Les exécutants ont parfois été arrêtés et condamnés, mais pas les commanditaires. Dans une interview accordée début février au site internet Sobessedniki.ru, l'opposant avouait craindre «un peu» pour sa vie en raison de ses prises de position contre Vladimir Poutine.



## Points chauds

Remplacement

Par Fouzia Mahmoudi

Si la politique peut être incertaine et souvent imprévisible, il arrive néanmoins parfois que certains faits soient inévitables. L'un d'entre eux est aujourd'hui le rejet total et complet de François Hollande qui n'a de toute évidence aucune chance de regagner l'estime et l'approbation des Français d'ici à 2017. Sa candidature à sa propre succession sonne ainsi déjà aujourd'hui comme une défaite annoncée, même s'il a gagné en popularité après les attentats qui ont frappé Paris en début d'année. Personne, même dans son propre camp, ne pense sérieusement que François Hollande ait une chance concrète de remporter la prochaine présidentielle, malgré les bonnes paroles de Manuel Valls et de Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS. Seul un Français sur cinq (21 %) souhaite actuellement que le président François Hollande se représente en 2017, cette proportion a doublé par rapport à novembre (10 %), selon un sondage publié samedi. À l'inverse, 77 % des Français ne veulent pas que le chef de l'État brigue un second mandat. Une proportion identique à celle observée la semaine dernière par le même institut pour son prédécesseur Nicolas Sarkozy (77 % ne veulent pas qu'il se présente en 2017 contre 22 %). Pour François Hollande, «ce score reste bien sûr très médiocre, mais il est toutefois en progression de 11 points par rapport au mois de novembre [...], avant notamment les attentats de Paris et la grande marche du 11 janvier», note Eric Bonnet, directeur d'études politiques. La progression est «spectaculaire», souligne-t-il, chez les électeurs de gauche (45 %, + 25) et les sympathisants socialistes (58 %, + 30). Si François Hollande ne se représente pas, c'est son Premier ministre Manuel Valls qui serait de très loin le candidat PS préféré des Français (51 %, + 5 par rapport à novembre), très nettement devant la maire de Lille Martine Aubry (22 %, - 3) et l'ancien ministre de l'Économie Arnaud Montebourg (18 %, - 2). La proportion est encore plus forte chez les sympathisants PS pour Manuel Valls (64 %, + 15). Par ailleurs, 37 % (+ 11 par rapport à juillet) des Français pensent que la situation de la France sera meilleure qu'aujourd'hui à la fin du mandat de François Hollande, contre 61 % (- 10) qui pensent qu'elle sera moins bonne. Reste à savoir si ce dernier acceptera la réalité de sa situation en se retirant au profit d'un candidat ayant de véritables chances en 2017 ou s'il s'obstinera coûte que coûte à l'instar d'un Sarkozy à se présenter malgré les mauvais sondages, éloignant son parti du pouvoir certainement pour un long moment, au vu du rejet massif de la gauche par les Français.

F. M.

## Soudan du Sud

### L'Unicef craint que des centaines d'enfants aient été enlevés

L'Unicef redoute que des centaines d'enfants aient été enlevés mi-février dans le nord-est du Soudan du Sud, mettant pour la première fois en cause une milice pro-gouvernementale, selon un communiqué. La semaine dernière, l'Unicef avait affirmé que 89 adolescents avaient été enlevés dans la ville de Wau Shilluk, dans l'État pétrolier du Haut-Nil (nord-est). Le Fonds de l'ONU pour l'enfance avait déjà averti que ce chiffre était sans doute sous-estimé. L'Unicef pense maintenant que les enfants étaient peut-être des centaines, a-t-elle affirmé dans un communiqué reçu samedi. Le Soudan du Sud est plongé depuis décembre 2013 dans une guerre civile opposant des forces pro-gouvernementales regroupées derrière le président Salva Kiir, à des forces rebelles menées par l'ancien vice-président Riek Machar. Depuis le début, les deux camps sont accusés d'enrôler de force des enfants. L'attaque au cours de laquelle les enfants - mais aussi des hommes adultes précise l'Unicef - ont été enlevés est survenue les 15 et 16 février. Le porte-parole de la présidence sud-soudanaise, Ateny Wek Ateny, l'avait fermement condamnée, qualifiant les

auteurs d'enlèvements d'enfants de Boko Haram du Soudan du Sud, en référence aux islamistes nigériens qui multiplient les kidnappings d'enfants. Après deux semaines d'enquête, l'Unicef pense désormais que la milice du chef de guerre Johnson Olony, qui contrôle la zone et a déjà été accusée dans le passé par Human Rights Watch d'enrôlement d'enfants-soldats, est responsable de ces enlèvements. Cette milice est derrière les forces SPLA (l'armée) du gouvernement, a poursuivi l'organisation onusienne, précisant que l'armée sud-soudanaise dit cependant ne pas contrôler le groupe armé. Selon l'Unicef, de nombreux enfants ont été repérés dans un camp d'entraînement près de Wau Shilluk et d'autres, âgés d'à peine 12 ans, équipés d'armes dans la localité de Melut (État du Haut-Nil également). L'organisation craint qu'ils ne soient envoyés se battre un peu plus au nord, à Kaka. Depuis le début de la guerre civile, l'Unicef estime qu'environ 12 000 enfants, essentiellement des garçons, ont été enrôlés comme soldats aussi bien par l'armée sud-soudanaise que par les forces rebelles. Le conflit sud-soudanais a débuté le 15 décembre 2013, lorsque des

combats ont éclaté au sein de l'armée sud-soudanaise, minée par des divisions politico-ethniques aiguisées par la rivalité à la tête du régime entre Salva Kiir et Riek Machar. De nombreux cessez-le-feu ont depuis été signés, mais n'ont jamais tenu plus de quelques heures ou quelques jours. Les deux camps sont de nouveau réunis dans la capitale éthiopienne Addis Abeba pour tenter de trouver un accord de paix. Les médiateurs du conflit - les pays d'Afrique de l'Est - leur ont donné jusqu'au 5 mars pour régler leurs différends. La menace de sanctions internationales plane de plus en plus sur les belligérants. Les États-Unis, grand soutien du pays dans son chemin vers l'indépendance du Soudan, acquiesce en 2011, tentent de faire adopter une résolution au Conseil de sécurité en ce sens. La Chine, très présente dans le secteur pétrolier sud-soudanais, estime la menace contre-productive à ce stade. Wau Shilluk est une ville située sur le Haut-Nil. Sa population a cru drastiquement avec l'arrivée de dizaines de milliers de déplacés en 14 mois de guerre civile. Beaucoup ont fui la capitale de l'État, Malakal, où les combats ont été particulièrement violents.





Célébration de la Journée internationale de la femme

# Un choix multiple pour le public

Plusieurs activités culturelles et artistiques sont élaborées dans les différentes villes du pays pour célébrer la Journée internationale de la femme le huit mars prochain. A Alger, Annaba, Oran, Sétif et Tlemcen les activités prévues pour cette occasion ont été dévoilées proposant un programme varié au public. De la musique andalouse, du chaâbi et des variétés algériennes sont au menu des organisateurs.

Par Abia Selles

La célébration de la Journée internationale de la femme sera célébrée cette année dans toutes les villes algériennes. Des programmes artistiques consacrés à cette occasion sont dévoilés dans un grand nombre de villes, à l'image d'Alger, Annaba, Oran, Sétif et Tlemcen.

Ces villes, comme de coutume, célèbrent cette journée dans une ambiance festive offrant au public le plaisir de chanter et danser sur les différents genres

de la musique algérienne.

Lors de cette journée, le public algérois a rendez-vous avec des activités diverses. Les cinéphiles pourront assister à la projection du long métrage «L'héroïne» de Cherif Aggoun au Palais de la culture Moufidi-Zakaria.

Quant à la salle Ibn Khaldoun, elle propose au public un spectacle très particulier. Il s'agit de la représentation «chaâbi au féminin» qui sera animée pour la première fois à Alger par des chanteuses de chaâbi.

A la salle Ibn Zeydoun, les



PH/DK

fans de Naïma Dziryra pourront assister dans l'après-midi du sept mars à un concert de musique algéroise.

La Journée internationale de la femme ne sera pas fêtée uniquement en musique. Une exposition de peintures nommée «Portraits de femmes algériennes» sera inaugurée au

Palais de la culture Moufidi-Zakaria.

A Annaba, deux activités culturelles seront organisées par l'Institut culturel français de la ville. La première concerne le photographe Arslane Bestaoui qui exposera «Les femmes de Sidi El Houari» jusqu'au 21 du mois de mars courant. Quant à la

deuxième activité, elle sera destinée aux cinéphiles puisqu'il s'agit de la projection du long métrage de fiction «H'na Berra».

Pour les femmes d'Oran, le Lounge The voice karaoké organise un après-midi dédié aux femmes, avec animations où toutes les musiques algériennes seront présentes.

Les Sétifiennes pourront célébrer cette journée à l'hôtel Sitifis où s'organise une après-midi détente dédiée aux femmes, avec orchestre et dégustations au menu.

D'autres programmes artistiques et culturels consacrés à la célébration de la Journée internationale de la femme n'ont pas été encore dévoilés.

A.S.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Cinémathèque de Bejaïa**  
Jusqu'au 30 mars :  
Projection du dernier long-métrage de Lyès Salem, l'Oranais

**Institut français d'Alger (Alger-Centre)**  
Lundi 2 mars :  
Concert de musique classique par le quatuor guitares Eclisses.

**26 mars :**  
Concert de jazz fusion animé par Fayçal Salhi

**Théâtre National Algérien**  
9 mars :  
Accompagné du Maestro Alessandro Specchi au piano, le Maestro italien et violoniste Uto Ughi animent un spectacle de musique classique.

**Centre culturel Mustapha-Kateb**  
Jusqu'au 12 mars :  
Exposition collective «Le Signe», avec les artistes Saliha Khelifi, Zola Djenane, Zahia Kaci, Nouredine Chegrane, Abdelmadjid Guemroud, Mustapha Ghedjati, Nouredine Hammouch, Omer Kheiter, Ahmed Stambouli et Karim Sergoua.

**Galerie Ezzou'art**  
Jusqu'au 12 mars :  
Exposition de peinture «Shadi madi quali rassi» de l'artiste Princesse Zazou.

**TNA Gallery**  
Jusqu'à la fin du mois de mars :  
Exposition collective d'arts plastiques et de photographies «Hors Champ» par Mustapha Nedjai, Hellal Zoubir, Karim Sergoua, Rachi Djemai, Rachid Nacib, Malek Salah, Adlène Samet et Nasser Medjekane.

**Musée public national du Bardo**  
Jusqu'au mois de mars :  
Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Journées Kerdada du court-métrage à Boussaâda

## Une occasion pour découvrir les jeunes talents

De jeunes cinéastes issus de 26 wilayas du pays participent aux premières journées nationales «Kerdada» du court-métrage, ouvertes à l'Institut national de l'hôtellerie et du tourisme de Boussaâda (M'sila).

Une trentaine de courts-métrages traitent de divers aspects de la vie sociale et économique ainsi que de l'histoire de la Révolution seront projetés durant les trois jours que durera cette manifestation baptisée «Kerdada», du nom d'un célèbre djebel de la région du Hodna.

La première séance a donné lieu à la projection de cinq œuvres, «Le suicide» de

RedouaneBelaâdjina Redouane, de Bordj Bou Arreridj, «L'anniversaire» de Driss Bencherhine (BBA), «Terrorisé !» de Youcef Soukat (Djelfa), «Le coucher du cœur» de Zina Bensaid (Alger) et «Séquence» de Farid Noui (Sétif).

Plusieurs artistes et comédiens dont Ahmed Kadri (Krikeche), Djamel Bounab, Yacine Boudjemline, Sid-Ali Bensalem et Wahiba Zekkal ainsi que la fille de la défunte artiste Fatima Berber, étaient présents à la cérémonie d'ouverture.

La manifestation, initiée par l'Organisation nationale de la jeunesse algérienne, vise à découvrir de jeunes talents en matière de 7e

art et à adresser un «clin d'œil» à la région de Boussaâda qui fut le site du tournage de plusieurs films nationaux et étrangers dont «Samson et Dalila» de Cecil B. DeMille (1949), «Les vacances de l'inspecteur Tahar» de Moussa Haddad (1973), «Chronique des années de brasse» (1975) de Mohamed-Lakhdar Hamina et «Le clandestin» de Banamar Bakhti (1991).

Un hommage sera rendu en marge de ces journées à la regrettée Fatima Berber ainsi qu'à Athmane Ariouat, l'inoubliable interprète de «Carnaval fi dechra» de Mohamed Oukaci, E.K.

## Patrimoine

### Des fouilles archéologiques au site de la ville romaine Mina

Des fouilles archéologiques sont en cours dans la nouvelle ville Benadda Benaouda, à la périphérie-sud de Relizane, pour délimiter les frontières du site de la ville romaine Mina, a-t-on appris samedi du directeur de la culture.

Une équipe, composée de six chercheurs du Centre national de recherches préhistoriques et anthropologiques, d'étudiants en archéologie de l'université de

Chlef et du centre universitaire Ahmed-Zabana de Relizane, a entamé dernièrement des fouilles dans ce site sur autorisation du ministère de la Culture, a indiqué Hadj Meshoub à la presse.

Les fouilles qui s'étaleront jusqu'au 10 mars prochain ont permis la découverte de vestiges enfouis qui devront être valorisés et protégés, a indiqué le même responsable.

Le site de la ville romaine Mina avait fait l'objet d'une opération de lotissement de terrains menée par une coopérative immobilière qui a été confrontée à une opposition de la part de la direction de la culture de la wilaya conformément aux articles de loi 04-98 portant protection du patrimoine culturel, a rappelé Meshoub Hadj.

Le Centre national de recherches préhistoriques et

anthropologiques avait entrepris, en décembre dernier, une première fouille à la grotte de Mesrata dans la commune de Kalaa au sud-ouest de la wilaya où il a découvert des objets remontant à l'âge de pierre.

La région de Relizane abrite plusieurs sites archéologiques remontant à plusieurs époques, notamment romaine et ottomane. F.H.

## Décès

### L'écrivain turc Yachar Kemal n'est plus

L'écrivain turc Yachar Kemal, un des géants de la littérature turque traduit dans le monde entier, est mort samedi dans un hôpital d'Istanbul à l'âge de 92 ans, ont rapporté les médias turcs.

Né en 1923 à Osmaniye, dans le sud de la Turquie, il a rencontré le succès dès son premier roman, «Mehmet le mince», écrit en 1955, qui a depuis été traduit en plus de 40

langues et l'a rapidement imposé sur la scène littéraire internationale.

Yachar Kemal a remporté de nombreux prix et son nom a souvent été cité pour devenir le premier écrivain turc à décrocher le Nobel de littérature, une consécration qui sera finalement accordée en 2006 à Orhan Pamuk. D'origine kurde, il était également un artiste militant, engagé à gauche et pour la

cause kurde, ce qui lui valut de nombreux procès, une peine d'emprisonnement, après le coup d'Etat militaire de 1971, et un exil de quelques années en Suède. «La tristesse est immense dans nos cœurs. La Turquie et l'humanité ont perdu une grande âme», a réagi samedi le ministre de la Culture Omer Celik sur son compte Twitter. R.I.

## Coup-franc direct



### Quelle gestion pour un Doyen ?

Par Anouar M.

Si la majorité des supporteurs sont surpris des résultats catastrophiques de leur club préféré, le Mouloudia d'Alger, ce n'est pas le cas des observateurs avérés qui considèrent que beaucoup de paramètres entrent dans cette dégringolade du club cher aux «Chnaouas». Il faut savoir qu'on ne sème que ce qu'on récolte, étant donné qu'il y avait déjà un faux départ. Des dirigeants qu'on change comme des chemises, un effectif complètement remanié et un staff technique instable, avec ces ingrédients il est quasi sûr qu'on ira droit vers le mur et on n'obtiendra pas les résultats que tout le monde escompte du côté du club le plus populaire d'Algérie. Comment s'attendre à un parcours honorable avec la libération de pas moins de 14 joueurs qui avaient pourtant réussi à ramener au club un titre, à savoir, la Coupe d'Algérie brandie après avoir battu en finale la JSK ? Il va sans dire que les dirigeants se sont trompés en laissant l'ex-coach, Charef, décidé seul du sort de l'effectif étant donné qu'il y va de l'avenir du club qui souffre maintenant seul après le départ de l'entraîneur qui a eu le retour du boomerang avec ces résultats négatifs enregistrés. Les dirigeants du club algérois doivent maintenant apprendre de cet échec et se mettre à préparer la saison prochaine dès maintenant même en cas d'échec qui ne doit pas être une fatalité.

A. M.

CS Constantine

## Bentobal : «Avec Laïche, on visera une place dans le top 5»

Le président du conseil d'administration du CS Constantine (Ligue 1 algérienne de football), Omar Bentobal, a affirmé samedi que l'objectif assigné au nouvel entraîneur, Abdelkader Laïche, était de mener l'équipe vers l'une des cinq premières places en fin de saison.



«Laïche s'est vu assigner l'objectif de mener l'équipe à se positionner dans le top 5 au classement final, ce qui va nous permettre de prendre part à une compétition internationale la saison prochaine», a indiqué le premier responsable du CSC.

Laïche, qui avait débuté la saison sur le banc de l'USM Harrach, avant de démissionner, s'est engagé vendredi pour un contrat de 18 mois avec le club rhodanien, a été interrompu, rapporte samedi le quotidien sportif

«Avec ce contrat de 18 mois, nous prônons la stabilité au niveau

du staff technique. La direction tâchera de faciliter la mission de Laïche, en lui garantissant les meilleures conditions de travail», a-t-il ajouté.

Le CSC, qui reste sur une défaite concédée mardi à Alger face à l'USMA (2-0), dans le cadre de la 21<sup>e</sup> journée du Championnat, n'avait récolté que cinq points pendant les trois précédentes journées. Un parcours qui a relégué le CSC à la 9<sup>e</sup> place, avec 27 points, devançant de six unités le premier relégué, le MC Alger.

Olympique Lyon

## Pas de revalorisation du salaire pour Fékir

Le processus de revalorisation du contrat du milieu offensif de l'Olympique Lyon (Ligue 1 française de football), Nabil Fékir, lié jusqu'en 2019 avec le club rhodanien, a été interrompu, rapporte samedi le quotidien sportif

L'Equipe.

La n c e depuis fin janvier. Alors que le président du club Jean-Michel Aulas s'appropriait à transmettre une proposition de nouveau bail, il s'est retrouvé sans interlocuteur, le milieu offensif ayant congédié les agents qui travaillaient avec lui depuis ses 18 ans, précise la même source.

Le premier rendez-vous avec la direction lyonnaise, le 23 janvier, n'a donc pas été suivi d'autres rencontres. Auteur de 9 buts et 6 passes

décisives depuis le début de la saison, Fékir (21 ans) a attiré l'intérêt de nombreux grands clubs européens.

Ces dernières semaines, le Paris SG, Arsenal, ou encore Manchester City auraient manifesté leur intérêt

pour le milieu de terrain, d'origine algérienne. «C'est flatteur, ça me fait plaisir. Je me rends compte que c'est rare. Je suis un assez bon joueur, c'est pour ça que les clubs s'intéressent à moi. Mais je reste lucide. Cela n'a aucun sens de partir pour aller sur le banc (à). Je suis un joueur très ambitieux.

J'ai aussi envie d'aller voir ailleurs ce qui se passe», a souligné le joueur samedi dans les colonnes du Parisien.



Ligue 1 Mobilis (21<sup>e</sup> journée)

# Le MOB prend seul les commandes

Le MO Béjaïa s'est emparé de la place de leader du Championnat de Ligue 1 Mobilis de football, après sa large victoire sur l'ES Sétif (3-0) dans le choc de la 21<sup>e</sup> journée, ce qui lui permet de prendre trois points d'avance sur son adversaire du jour, tandis qu'en bas de classement l'ASO Chlef, vainqueur du CR Belouizdad (2-0) cède la dernière place au MC Alger.



«Les Crabes étaient plus déterminés»

Par Anouar M.

L' affiche entre les deux co-leaders, le MOB et l'ESS, disputée au stade de l'Unité maghrébine plein comme un œuf, a tenu toutes ses promesses, et a permis aux hommes de Abdelkader Amrani de confirmer leur excellente saison en remportant leur 10<sup>e</sup> victoire. Auteur d'un doublé, le remplaçant Zerdab a été le bourreau des Sétifiens complètement dépassés par le cours des événements. Hamzaoui avait montré la voie en ouvrant le score dès la 6<sup>e</sup> minute sur un coup franc magistralement tiré, son cinquième cette saison. Avec ce résultat, les coéquipiers de Malek Ferhat portent à trois unités leur avance sur l'ES Sétif qui conserve malgré sa défaite sa place de dauphin avec deux longueurs sur les troisièmes : l'USM Alger et l'ASM Oran, lesquels avaient remporté leurs matches contre respectivement le CS Constantine (2-0) et le MC Alger (2-1) mardi dernier, en ouverture de cette 21<sup>e</sup> journée. La journée est marquée également par la nouvelle défaite de la JS Kabylie, la neuvième de la saison, en déplacement face à la JS Saoura

(2-1) et dégringole ainsi à la 12<sup>e</sup> place avec un seul point d'avance sur le premier non-relégué. En revanche, la JSS sous la conduite de Mohamed Henkouche a retrouvé le chemin de la victoire et se hisse à la 9<sup>e</sup> place en compagnie du CS Constantine et du MC El Eulma (27 pts). Dans le bas du classement, l'USM Bel-Abbès, le NA Hussein Dey et l'ASO Chlef ont renoué avec la victoire mais restent toujours dans la zone rouge, tandis que la situation du MC Alger s'est compliquée davantage. L'USM Bel-Abbès, dirigée par le nouvel entraîneur Ali Mechiche a disposé de l'USM El Harrach (2-1) et remonte à la 13<sup>e</sup> place. Le NA Hussein Dey a battu petitement le MC Oran (1-0) sur une réalisation de Ouhada, son premier de la saison. Enfin, l'ASO Chlef a signé son premier succès en 2015 et le quatrième de la saison à l'occasion de la réception du CR Belouizdad qui restait pourtant sur une belle série. Un doublé de Semahi a permis aux hommes de Benchouia d'engranger trois précieux points dans l'optique du maintien et cède la dernière place au classement et cède la dernière place au classement à MC Alger, qui compte désormais quatre points de retard sur

l'USMBA, premier club non-relégué qu'il accueillera lors de la

pr A M		Résultats et classement	
ASMO- MCA	2-1		
MCEE- RCA	2-0		
USMA-CSC	2-0		
USMBA-USMH	2-1		
NAHD-MCO	1-0		
JSS-JSK	2-1		
MOB- ESS	3-0		
ASO-CRB	2-0		

	Pts	J
1 . MO Béjaïa	38	21
2 . ES Sétif	35	21
3 . ASM Oran	33	21
- . USM Alger	33	21
5 . CRB	31	21
- . MC Oran	31	21
7 . USMH	29	21
- . RC Arbaâ	29	21
9 . CS Const.	27	21
- . MC El-Eulma	27	21
- . JS Saoura	27	21
12 . JS Kabylie	26	21
13 . USMBA	25	21
14 . NAHD	24	21
15 . ASO Chlef	22	21
16 . MC Alger	21	21

JS Kabylie

## Les sanctions devraient être allégées

Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, a déclaré, samedi, à Tizi-Ouzou, que la tendance actuelle est d'aller vers un allègement des sanctions prises contre la Jeunesse Sportive de Kabylie (Ligue 1 algérienne de football Mobilis).

Tahmi, qui a animé un point de presse au niveau du site du nouveau stade de 50 000 places de Tizi-Ouzou, a déclaré à propos des sanctions dont a écopé la JSK suite au décès tragique de son attaquant camerounais, Albert Eboossé, survenu le 23 août dernier à l'issue du match face à l'USM Alger (1-2), disputé au stade du 1<sup>er</sup> Novembre de Tizi Ouzou, qu'«il y a aujourd'hui une tendance d'aller vers un allègement des sanctions à l'occasion de la pro-

chaine assemblée générale ordinaire de la Fédération algérienne de football (FAF)». Le ministre a exprimé, par ailleurs, son souhait de voir les membres de la prochaine assemblée générale de la FAF, faire en sorte que «ces sanctions soient allégées afin de permettre au club phare de la wilaya de Tizi Ouzou de retrouver son public et sa stabilité».

«La stabilité et la sérénité au sein des clubs sont des éléments nécessaires pour le développement et la professionnalisation du football algérien», a-t-il souligné.

Tahmi a observé que «ce n'est pas par de petites guéguerres et par presse interposée qu'on règle des problèmes, car il y a des institutions qui existent pour gérer ce type de

situations», allusion faite aux échanges incessants d'accusations entre le président de la JSK, Mohand Cherif Hannachi et le président de la FAF, Mohamed Raouraoua à travers les médias.

Il a également souhaité que les relations entre la JSK et la FAF «se normalisent» pour que celle-ci puisse intervenir auprès de la confédération africaine de football et défendre le dossier du club kabyle.

Abordant le problème des scènes de violence dans les stades, Tahmi a exprimé son inquiétude face à ce phénomène : «Il faut faire en sorte que cette violence qui est dans la société ne se manifeste pas dans nos stades parce qu'elle devient plus dangereuse.»

Coupe de la Confédération (Tour préliminaire-retour)

## Le MCA déçoit et sort

Le MC Alger a été éliminé de la Coupe de la Confédération africaine de football, après sa défaite devant le Sahel SC du Niger, sur le score de (2-0), mi-temps (1-0), en match retour du tour préliminaire de la compétition joué samedi à Niamey. Les buts du Sahel ont été inscrits par Rahimou (15) et Ibrahimia (52). Lors du match aller joué le 14 février à Alger, les deux équipes

avaient fait match nul (0-0). Le vieux club algérois dirigé par le coach portugais Artur Jorge a débuté le match dans la formation suivante: Djemili, Hachoud, Berchiche, N'Goula, Bachiri, Karaoui, Ouaili, Gharbi, Chita, Djallil, Yachir.

L'autre représentant algérien en Coupe de la CAF, l'ASO Chlef s'est qualifié au prochain tour, aux dépens de Kamboi Eagles (Sierra Leone).

Les deux rencontres disputées à Chlef, pour cause d'Ebola, se sont terminées respectivement par la victoire de l'ASO (2-0) à l'aller et de Kamboi Eagles (1-0) au retour.

En 16<sup>e</sup> de finale, l'ASO sera opposée aux Guinéens de Horoya AC Conakry. Le match aura lieu entre le 13 et le 15 mars tandis que la manche retour se déroulera les 3, 4 ou 5 avril prochain.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Université de Bouira

## Des enseignants protestent contre l'agression d'une collègue

**DES ENSEIGNANTS** de la faculté des sciences de la nature, de la vie et des sciences de la terre (SNVST) de l'université de Bouira ont enclenché, dimanche, un mouvement de protestation contre l'agression physique d'une collègue par un étudiant, a-t-on constaté.

«Le mouvement de protestation sera maintenu trois jours durant et aucune activité pédagogique ne sera dispensée entre-temps», a indiqué à l'APS un enseignant, Maâzouzi Ali, qui dénonce l'acte de violence commis à l'encontre d'une enseignante, il y a quinze jours de cela. Le collectif des enseignants protestataires a décidé de suspendre les cours et toute autre activité pédagogique, jusqu'à la satisfaction des revendications soulevées, consistant notamment en «la présentation de l'agresseur devant la justice et la prise de mesures nécessaires pour assurer la sécurité des enseignants», a-t-on appris sur place. Contacté par l'APS, le recteur de l'université, Badari Kamel, a expliqué qu'il s'agissait d'un mouvement de protestation «tout à fait légitime», assurant que «la loi sera appliquée dans toute sa rigueur contre l'agresseur qui passera, lundi, devant un conseil de discipline».

«Le conseil de discipline prendra sa décision demain à propos de cet acte d'agression», a indiqué Badari, assurant que son administration «fera tout pour protéger les enseignants contre ce genre de comportements violents à l'université». **Hasni Y.**

Annaba

## Peine capitale pour l'assassinat d'une vieille femme

**LE TRIBUNAL** criminel près la cour d'Annaba a condamné dimanche le nommé Tewfik B à la peine capitale pour l'assassinat prémédité d'une femme âgée.

Selon l'arrêt de renvoi, les faits remontent au mois de novembre 2013 lorsque cet individu, âgé de 50 ans, a tué sa victime, une vieille dame de 83 ans, chez qui il se rendait régulièrement pour effectuer des travaux de peinture. L'assassin s'était rendu au domicile de la victime,

au centre d'Annaba, où il a asséné 42 coups de couteau à la vieille femme pour s'emparer ensuite de ses bijoux.

Le coupable qui a reconnu les faits, a expliqué, dans une vaine tentative de bénéficier de circonstances atténuantes, qu'il avait agi sous l'effet de psychotropes.

Le tribunal a suivi le réquisitoire de l'accusation et condamné Tewfik B., reconnu coupable, à la peine capitale.

**R. N.**

Université M'hamed-Bougara de Boumerdès

## Concours de formation résidentielle à l'étranger



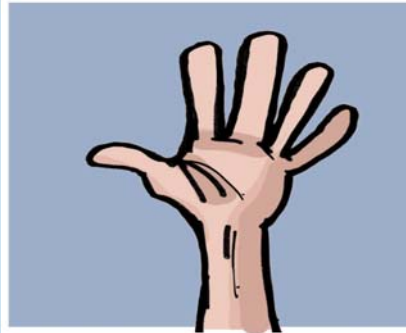
**POUR RÉPONDRE** aux besoins en matière d'encadrement national niveau des universités, des bourses sont attribuées, comme de coutume, chaque année au profit des majors de promotion pour la formation doctorale à l'étranger. Pour cet événement, l'université M'hamed Bougara de Boumerdès a abrité le concours national de formation résidentielle à l'étranger, France, Chine et la Grande-Bretagne, au titre de l'année 2015-2016. Cet examen est destiné spécialement aux

majors de promotion Masters des filières mathématiques, informatique et anglais qui selon les responsables locaux au niveau du rectorat s'est déroulé dans de très bonnes conditions.

La présidente de la conférence régionale centre a tenu à rendre hommage à tous les acteurs qui ont contribué à la réussite de cette opération encadrée d'une manière efficace par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Comme elle a tenu à féliciter les lauréats. **A.Kichni**

## LA LIBYE AUJOURD'HUI

APRÈS



AU SECOURS!

Loumis

AVANT



RÉVOLUTION

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

## Les crues emportent les conduites du barrage Tichi-Haf

■ La route nationale N° 12 reliant la wilaya de Béjaïa aux wilayas du centre du pays (Alger, BBA, Bouira, Tizi Ouzou, Alger, etc.) était coupée pour la troisième journée consécutive en raison du débordement des eaux de Oued Soummam.

Par Hocine Cherfa

**D**es dizaines de milliers de véhicules étaient pris au piège. Des étudiants ont raté leurs examens et des travailleurs n'ont pas pu rejoindre à temps leurs postes. Certains ont dû parcourir plusieurs kilomètres à pied pour dépasser «Lotha Gouchène», lieu inondé. D'autres automobilistes ont emprunté la RN 75, mais un accident de la route sur cette route a provoqué une paralysie dans la circulation automobile. Cette situation est due aux crues générées par les fortes pluies de ces derniers jours et les lâchers des eaux du barrage de Tichi-Haf dont le taux de remplissage a atteint les 97%. Ces lâchers

d'eaux obligatoires pour préserver cette structure hydraulique ont porté à la hausse le niveau de l'eau de Oued Soummam qui a quitté son lit, provoquant des crues. Lesquelles se sont répandues dans les champs agricoles immergeant des dizaines d'hectares de cultures, de vergers, etc.. Hier les crues ont emporté les conduites de transfert d'eau potable depuis le barrage de Tichi-Haf et provoqué une perturbation dans la distribution d'eau potable dans la ville de Béjaïa, Oued-Ghir et Thala Hamza, ceci d'autant plus que les crues de Oued Aguerioune ont emporté aussi l'adduction qui dessert les localités de l'est et la ville de Béjaïa à partir de l'Aïnsser Azeghza (Source Bleue). Une rupture d'eau

potable n'est pas à exclure dans ces jours à venir dans la ville de Béjaïa. Hier plusieurs routes étaient toujours coupées. Le CW reliant l'Imathen à Amizour au niveau du lieu dit Amtik Ouguemoune, le CW 158 reliant le village Thadarte Tamokrente (Amizour) à Barbacha coupé au niveau du lieu dit El-Hama.

Le CW reliant Tizi N'berber et Souk El-Tennine, Taskeriout, etc., le CW 173 reliant Sidi-Aïch à Chemini était toujours fermé au niveau du lieu dit «El-Djemaâ Migour», suite à un glissement de terrain et des chutes de pierres. A l'ghram, plusieurs glissements de terrains et chutes de roches menacent des habitations. Selon Boussaâd lbaliden P/APC d'Ighram «des affaissements se sont produits à plusieurs endroits notamment à l'Imedjkounène, laâmorènes, Bousselem, Thighilt Makhlof, Azouna et aussi à Tazagharthe. A Taslente, un mur de soutènement (gabion) a cédé suite aux fortes pluies qui se sont abattues cette fois», nous dit le maire qui a interpellé les pouvoirs publics afin de prendre en charge ces «importants» affaissements qui ne peuvent pas être supportés par les moyens de l'APC. «L'Etat doit consentir un fonds spécial pour les communes montagneuses et les 6 milliards de centimes accordés cette année aux communes montagneuses est une goutte d'eau dans un océan par rapport aux énormes problèmes que vivent nos communes», ajoute notre interlocuteur. A noter aussi que quatre éboulements se sont produits sur la RN 09 entre Bordj Mira et Souk El-Tennine.

Protestation

## L'APC de Semaoune fermée par des citoyens

**DES HABITANTS** de Tiskirine dans la commune de Semaoune ont coupé hier le siège de l'APC. Les mécontents dénoncent «la marginalisation de leur village dans le cadre du plan de développement communal (PCD) d'autant que l'APC a bénéficié de 6,2 milliards de centimes cette année». «La colère des habitants est exacerbée par la longue attente liée au revêtement de la route du village qui totalement délabré et qui devait intervenir, selon eux, depuis deux ans». «Le maire nous a promis de relancer les travaux de revêtement du chemin du village dans un délai de deux mois, mais deux

ans sont passés et nous n'avons rien vu venir», déclare un citoyen très en colère. «Aujourd'hui, nous demandons notre part du développement», ajoute-t-il. Pour leur part, les habitants d'Ighil Ouazoug et la cité Douanière ont observé hier un rassemblement devant le siège d'Algérie Télécom pour exiger «une meilleure prestation de service». Ils ont déploré la qualité du débit très faible de l'Internet dans leurs quartiers et exigé son amélioration, d'autant qu'ils disent payer les redevances même lorsque la connexion est faible.

**H. C.**

**H. C.**